

RD-CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2782 - JEUDI 8 DÉCEMBRE 2016

MAJORITÉ-OPPOSITION

Vers des négociations
de la dernière
chance

Les principales familles politiques congolaises devront se réunir avant la fin de la semaine pour des négociations directes en vue d'une solution pacifique à la crise politique qui mine le pays. Forts du quitus que Joseph Kabila leur accordé quant à la poursuite de leur mission de bons offices, les évêques catholiques sont passés à l'œuvre en amorçant des consultations qui paraissent, à bien d'égards, comme celles de la dernière chance.

L'enjeu est de parvenir à un accord politique le plus large possible permettant d'organiser une période de transition entre la fin du mandat constitutionnel du président de la République et la prise de fonction de son successeur, sachant que la Constitution interdit à l'actuel chef de l'État de se représenter. Pour l'heure, les tractations tournent autour du format, de la durée et de l'objet de ces nouvelles négociations censées démarrer ce week-end, d'après des sources.

Page 12



Les participants au dialogue de la Cité de l'Union africaine



Les évêques membres de la Céncó

CRISE EN RDC

La Céncó exhortée
au respect de la volonté
du peuple

Dans une analyse sur la mission de bons offices menée par les prélats catholiques, une coalition d'ONG rappelle que ce sont les desiderata des populations renfermés dans la Constitution qui doivent conduire l'action des politiques. S'agissant du respect de la Constitution, la plate-forme Droits pour tous a noté que nul autre accord politique ne peut mieux exprimer la

volonté du peuple congolais renfermée dans la Constitution.

Quant à la nouvelle transition, la coalition estime que cela suppose un autre mécanisme permettant de déroger au cadre constitutionnel tout en faisant constater qu'aucune activité transitoire ne peut s'organiser sans violer la Constitution en vigueur.

Page 13

SANTÉ

Aucun cas de fièvre jaune signalé depuis quatre mois en RDC

Pour contrer la propagation de cette maladie, les gouvernements de l'Angola et de la RDC avec l'appui des partenaires dont l'OMS ont organisé une riposte en menant des activités de vaccination de masse. Selon un communiqué de l'OMS, plus de quatre mois se sont écoulés sans qu'un seul cas de fièvre jaune n'ait été détecté dans les deux pays. Cela grâce aux activités de riposte menées par les autorités sanitaires nationales, les personnels de santé locaux, de l'OMS et l'ensemble des partenaires.

Rappelons qu'en date du 16 novembre 2016, la flambée détectée tout d'abord en Angola en décembre 2015 avait provoqué neuf cent soixante-deux cas confirmés de fièvre jaune dont soixante-dix-huit en RDC. Dans ces deux pays, plus de 7300 cas suspects ont été rapportés.

Page 14



Les activités de riposte ont permis de stabiliser le taux de contamination de la fièvre jaune

AFREXIMBANK

La RDC élargit
son accès
aux crédits
bancaires

Une étape décisive a été franchie lundi avec l'autorisation de ratification par le Sénat de l'Accord portant création de la banque africaine d'import-export, Afreximbank. L'autorisation du Sénat fait de la RDC un membre effectif de la banque panafricaine d'investissement. Celle-ci oriente ses activités vers la promotion du commerce interafricain.

Page 12

ÉDITORIAL

Pragmatisme

Il est vrai que dans le moment présent les entreprises congolaises traversent une passe difficile en raison des tensions générées dans les finances publiques par la chute brutale des cours de l'or noir sur les marchés mondiaux. Confrontés à des retards de paiement qui ne cessent de s'aggraver au fil des mois, nombre d'acteurs économiques font face à des problèmes qu'ils ne sont plus en mesure de résoudre seuls. Et beaucoup en viennent à désespérer, mettant leurs activités en sourdine, licenciant tout ou partie de leur personnel, déposant même le bilan.

Face à cette situation qui génère de fortes tensions sociales sur toute l'étendue du territoire, l'Etat doit faire preuve tout à la fois de réalisme et de pragmatisme : de réalisme en aidant les entrepreneurs à franchir cette passe difficile grâce à des allègements fiscaux et à une simplification des procédures administratives qui pèsent sur eux ; de pragmatisme en recherchant les nouvelles formes de financement qui permettront de maintenir le taux de croissance de l'économie nationale à un niveau acceptable.

Comme nous l'avons souligné ici même à plusieurs reprises, tout indique que la crise que nous vivons aujourd'hui comme beaucoup d'autres pays africains ne durera pas et que le temps viendra, plus vite qu'on ne le croit, où les cours du pétrole s'établiront de nouveau à leur juste prix. Nous en avons eu la preuve en fin de semaine dernière lorsque les Etats membres de l'Opep se sont entendus à Vienne, en Autriche, pour limiter leur production d'hydrocarbures. Mais les difficultés auxquelles nous sommes confrontés présentement doivent, ou plutôt devraient, nous amener à créer chez nous un climat des affaires plus favorable qui attire les investisseurs

C'est précisément le message que s'attachent à faire remonter jusqu'au plus haut niveau de l'Etat les organisations professionnelles qui regroupent les chefs d'entreprise opérant au Congo. Et elles ont raison car c'est bien de la bonne santé des opérateurs économiques, petits et grands, que viendra dans les mois à venir la relance de l'économie congolaise. Une relance dont dépend la vie des centaines de milliers de familles qui ont le plus grand mal, aujourd'hui, à boucler leur fin de mois et qui se demandent avec angoisse de quoi demain sera fait.

Les Dépêches de Brazzaville

COHÉSION NATIONALE

Le corps diplomatique soutient le « Vivre ensemble »

Les ambassadeurs accrédités au Congo se sont réunis le 7 décembre à Brazzaville autour du Premier ministre, Clément Mouamba et du député-maire de la ville Hugues Ngouélondélé, pour soutenir l'initiative du « vivre ensemble » lancée en août 2015 à l'occasion d'un cocktail.

Étaient présents à cette rencontre, les ambassadeurs de : l'Union européenne ; de France ; de l'Italie ; de la République centrafricaine ; des représentants du système des Nations unies et du diplomate américain. Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Cyprien Sylvestre Mamina et la ministre du Tourisme et des Loisirs, Arlette Soudan Nonault, y avaient également pris part. La rencontre avait pour objectif principal de les associer à la notion du « vivre-ensemble ».

ministre et le maire de la ville, les deux porteurs de cette initiative ».

« Il était important qu'on puisse refaire le point pour voir comment allons-nous avancer, quelle suite concrète pouvons-nous donner, et quel rôle de facilitation les diplomates, qui sont les amis du Congo, peuvent-ils jouer dans cette initiative. Nous continuerons à travailler pour le « vivre-ensemble », a précisé l'ambassadeur de France au Congo.

Après avoir invité les Congolais à intensifier la notion du « vivre-ensemble », et à réapprendre à se parler comme avant, le député maire de la ville de Brazzaville, Hugues Ngouélondélé a expliqué comment se sont déroulées les rencontres avec les diplomates avant cette réunion. « Nous avons travaillé dans

« En réalité, le «vivre-ensemble» ne cache rien. C'est une plateforme ouverte non seulement aux hommes politiques mais aussi à la société civile. Les Congolais doivent réapprendre à vivre ensemble et à se parler comme hier. Raison pour laquelle nous sommes en train de travailler tous les jours, sans repos avec le Premier ministre et les autres pour arriver aux résultats escomptés », a indiqué le maire de la ville.

En outre, il a annoncé la tenue dans les prochains jours, de la deuxième rencontre sur le « vivre-ensemble » dénommé acte 2, dont les contours seront dévoilés sous peu.

Rappelons que la première rencontre sur le «vivre-ensemble» à travers un cocktail a eu lieu en août dernier. Il a



Séance de travail avec les ambassadeurs

Au sortir de cet entretien, le diplomate français, Bertrand Cochery, a souligné l'importance du «Vivre ensemble» en ces termes : « Depuis le premier acte lancé en août dernier, j'ai estimé que c'était une initiative qui méritait d'être soutenue. Tout ce qui peut aller dans le sens du dialogue et de la réflexion pour le bien-être de ce pays est très important. Cela faisait un certain temps que nous n'étions pas revus avec le Premier

regroupé des personnalités politiques de tous bords, des responsables de l'administration, des acteurs de la société civile et des ambassadeurs accrédités au Congo. Clément Mouamba a mis à profit cette occasion pour indiquer que tous les Congolais partagent les mêmes valeurs ; qu'ils ont l'obligation de les préserver et de les protéger au même titre que la Nation congolaise.

Yvette Reine Nzaba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbema, Firmin Oyé

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Édition du samedi : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndonga, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Directeur : Charles Zodiolo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS TRANSVERSES

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Directeur : Philippe Garcia
Assistante : Sylvia Adhass

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 983 9227 / (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

CONSOMMATION

Le gaz domestique se fait encore rare à Brazzaville

De tout temps, s'approvisionner en gaz domestique à Brazzaville a toujours été un véritable casse-tête pour les ménagères. La situation sécuritaire dans le Pool est venue empirer cette pénurie. Il suffit d'observer les attroupements devant les dépôts de gaz dans la quasi-totalité des quartiers de Brazzaville. Mieux, des femmes à la quête du produit, transportant des bouteilles vides, ici et là, à longueur de journée.

Selon une enquête menée, cette situation profite aux gestionnaires de dépôts qui spéculent sur les prix. En dehors des établissements FAKKI qui continuent à vendre aux prix habituels, 5.700FCFA la bouteille de 12kg et 9.000FCFA celle de 20kg, dans les autres dépôts, le constat n'est pas le même.

Il s'avère que pour obtenir le gaz dans certains dépôts de la place, il faut déboursier 8.000FCFA voire 10.000FCFA pour une bouteille de 12 kg et 17.000FCFA ou même 20.000FCFA pour le flacon de 20kg, a-t-on appris.

Abordé, le gestionnaire d'un dépôt à Ngamakosso à Talangai explique la rareté et la cherté de ce produit par la baisse du stock et

l'irrégularité dans la livraison de celui-ci. « Autrefois, je recevais 150 bouteilles par mois. Depuis quelques temps, on ne m'en livre que 50, au plus 70 en un mois. Je suis locataire, il faut bien que je paie le loyer d'autrui, tout cela joue sur le prix de vente du produit. C'est vraiment dommage ! ». Seulement, « je n'ai pas trop augmenté de prix. Au lieu de 5.700FCFA, je vends la bouteille de 12kg à 6.000FCFA, celle de 20 kg à 10.000FCFA », s'est-il justifié.

Sur l'avenue « Okemba » dans le même arrondissement, le dépôt était à moitié ouvert, pas de file d'attente. « Il n'y a pas de gaz, la livraison d'hier matin était finie en moins de deux heures du temps. La prochaine est prévue d'ici la fin de la semaine. Je ne sais pas encore à combien reviendra le prix de vente », s'est empressé de lancer Armand, le responsable du dépôt.

Désespérée, Annick, une ménagère rencontrée devant un autre dépôt complètement fermé à Ouenzé, a affirmé : « Certes, le gaz se fait souvent rare au mois de décembre, cette fois-ci, c'est plus compliqué. C'est la deuxième semaine que je fais en vain le tour



Des bouteilles de gaz

des dépôts. J'ai l'impression que la vente se fait par affinité. Au cas contraire, il faut persuader le vendeur avec quelques billets de banque, c'est dur ! », a-t-elle lâché.

Au sujet de la rumeur selon laquelle les bouteilles de gaz vendus actuellement seraient à moitié pleines, les avis sont partagés. La majorité des femmes interrogées ne reconnaissent pas avoir fait ce constat, alors que d'autres

soutiennent la thèse.

Rappelons qu'en décembre 2015, lors de la traditionnelle cérémonie d'échanges de vœux de nouvel an, le ministre des Hydrocarbures, Jean Marc Thystère Tchicaya, avait rassuré de mettre fin aux pénuries à répétition en améliorant le processus d'approvisionnement et de distribution des produits pétroliers.

« 2016 s'annonce difficile mais passionnant. Nous avons la

responsabilité de poursuivre le développement du secteur des hydrocarbures, secteur stratégique pour le développement du Congo. Il nous faudra, ensemble, redoubler d'efforts pour relever ces grands défis », avait-il déclaré.

Ce défi semble ne pas avoir été relevé. Car, outre, le gaz, le carburant aussi s'est fait rare presque toute l'année 2016.

Lopelle Mboussa Gassia

AVIATION CIVILE

Les acteurs nationaux invités à plus d'efficacité

Les acteurs du sous-secteur aérien de l'aviation civile nationale sont appelés à faire montre de plus d'efficacité dans la mise en œuvre des exigences nationales et le respect des normes et pratiques internationales en vue de garantir la sûreté et la sécurité aériennes en République du Congo.

Il s'agit, en effet, de renforcer la sécurité de l'aviation civile, accroître et améliorer l'efficacité du système de l'aviation civile, garantir le développement d'un système sûr, économique, viable et limiter au minimum les effets néfastes des activités d'aviation civile sur l'environnement.

C'est ce qui ressort du message du ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, lu par son homologue des Grands travaux, Jean Jacques Bouya, à l'occasion de la Journée de l'aviation civile internationale, célébrée le 7 décembre de chaque année. Le thème retenu pour cette édition porte sur : « Travailler ensemble pour qu'aucun pays ne soit à la traîne ».

« Ayant pris la pleine mesure de l'enjeu vital que représente le développement du sous-secteur aérien, le Congo, notre pays, s'est doté des infrastructures aéroportuaires modernes qui nous ont conduits dans la marche vers le développement », indique la déclaration.

« Les efforts accomplis par l'Agence nationale de l'aviation civile dans le cadre du plan d'action correctrice élaboré avec l'assistance de l'OACI se sont traduits par la levée des écueils graves de sécurité et de sûreté et la sortie du Congo du site sécurisé de l'OACI « Alban », poursuit la déclaration.

Initiée par l'Organisation mondiale de l'aviation civile, institution spécialisée des Nations unies en matière d'aviation, cette journée a pour objectif de sensibiliser l'opinion mondiale à l'importance de l'aviation civile internationale.

Lopelle Mboussa Gassia

SITUATION SÉCURITAIRE DANS LE POOL

Les Forces politiques et associatives cherchent les voies de sortie de crise

Les Forces politiques et associatives de la majorité et de l'opposition ont mis en place le 7 décembre à Brazzaville, un comité technique chargé de rédiger des propositions de sortie de crise dans le département du Pool.

Cette idée de conjuguer les efforts politiques et associatifs en vue de juguler la crise du Pool est une initiative de la Convention des partis républicains (Copar) que dirige Michel Mbouissi Ngouari.

La Copar, avait dit Mbouissi

Ngouari, lors de la présentation de ce projet à la coordination de la majorité présidentielle, avait pris la mesure de la crise dans le Pool et a voulu s'associer à d'autres Forces politiques et associatives dans la perspective de proposer une démarche commune et salutaire afin de mettre fin à cette situation qui paralyse l'économie nationale et occasionne de nombreuses pertes en vies humaines.

A la fin de la réunion préparatoire du 7 décembre, Valère Mabilia Mapa, membre du Pôle de consensus de Sibiti, a indiqué que la coordination

des Forces politiques et associatives a mis également en place un présidium chargé d'orienter et de suivre l'élaboration des travaux devant constituer la démarche à proposer aux décideurs. Cette structure est dirigée par Pierre Ngolo, a-t-il précisé.

A la question de savoir si les décideurs prendront en compte les propositions faites par les partis et associations politiques composant cette coordination, Valère Mabilia Mapa a précisé que : « dans la recherche des solutions pour juguler une situation aussi grave que la crise du Pool, toutes les initiatives sont la bienvenue. Aucune n'est à négliger ni à considérer comme une de trop ». De son côté, Pierre Ngolo, président du Pôle de consensus de Sibiti, a invité les membres du comité technique à tout mettre en œuvre pour que les travaux en chantier accouchent des propositions qui vont dans le sens à la fois de créer une dynamique pour la sauvegarde de la paix et l'arrêt définitif de l'insécurité dans le Pool.

Notons que la coordination des Forces politiques et associatives est composée de : Copar ; Pôle de consensus de Sibiti ; Rassemblement de l'opposition congolaise ; confessions religieuses ; partis et associations politiques de la majorité présidentielle et individuelle.

Roger Ngombé



Michel Mbouissi Ngouari et Pierre Ngolo



RÉPUBLIQUE DU CONGO
Unité* Travail* Progrès



Coopération Congo – Banque Africaine de Développement

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE
Projet d'Électrification Rurale au Congo (PERCO)

N° DU PROJET : P-CG-FAO-001
Cellule d'Exécution du Projet (CEP)

PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DE MARCHES DE TRAVAUX POUR LA "FOURNITURE, INSTALLATION ET MISE EN SERVICE DES ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES POUR LES LIGNES MOYENNE TENSION, LE RESEAU BASSE TENSION, L'ÉCLAIRAGE PUBLIC ET LES BRANCHEMENTS - EXECUTION DES TRAVAUX MOYENNE ET BASSE TENSION DE SOIXANTE (60) LOCALITÉS AU CONGO

NOTE D'INFORMATION

Date de publication : 08 Décembre 2016
Pays : Congo Brazzaville
Agence d'exécution : MEH/Cellule d'Exécution du Projet (CEP)
Nom du Projet/Étude : Projet d'Électrification Rurale au Congo (PERCO)
Numéro de Prêt/Don : 2100150028193
Nom de l'appel d'offres :

Fourniture, l'installation et la mise en service des équipements électriques pour (i) les lignes en moyenne tension, (ii) le réseau en basse tension, (iii) l'éclairage public et (iv) les branchements et pour l'exécution des travaux en moyenne et en basse tension de soixante (60) localités pour les axes suivants :

Numéro et nom du lot : Lot 1 : Axes Ngoyo/Tchiamba-Nzassiet

Madingou/ Mabombo

Méthode d'acquisition : Appel d'Offres International (AOI)
Préférence nationale (Oui ou Non) : Non
Préférence régionale (Oui ou Non) : Non
Numéro d'appel d'offres de l'Emprunteur : AOI No: 001/2015/MEH-PERCO
Date de réception par la Banque du projet de DAO : 12 Novembre 2015
Date d'approbation par la Banque du DAO : 11 Décembre 2015
Date d'émission du DAO : 18 Décembre 2015
Date limite de remise des offres : 21 mars 2016
Date d'ouverture des offres : 21 mars 2016
Date de réception par la Banque de la dernière version du rapport d'évaluation des offres : 27 Octobre 2016
Date d'approbation par la Banque de l'évaluation : 30 Novembre 2016
Nom de l'attributaire du Marché : Entreprise CSEEC
Nationalité : Chine
Adresse : Case C3-37, quartier OCH de la glacière, Baongo
Montant du Contrat : 4 164 078 019 FCFA
Date de démarrage du Contrat : 16 février 2017
Durée d'exécution du Contrat : 16 mois
Résumé de l'objet du Contrat : Construction de 62,6 km lignes moyenne tension (MT)

33 kV et 35 kV :

- o Ngoyo - Tchiamba-Nzassi (25 km) : 05 localités ;
 - o Madingou - Mabombo (36 km) : 16 localités ;
- Construction de 32 Postes MT/BT de 50 à 630 kVA ;
Construction de 183,4 km de réseaux de distribution Basse Tension (BT) ;
Réalisation de 3665 Branchements et installation de 1490 Foyers d'éclairage public.

Nombre total de soumissionnaires : 17

Soumissionnaire 1

Nom : ELECTRA
Nationalité : Congo-Brazzaville
Adresse : Pointe-Noire, République du Congo
Prix des offres lus à haute voix : 4 234 079 978,00 FCFA
Prix évalués : 4 234 079 978,00 FCFA
Offres acceptées / rejetées : Acceptée
Motifs de leur rejet : NA

Soumissionnaire 3

Nom : GROUPEMENT MBTP & CELEC SARL
Nationalité : Congo - Brazzaville
Adresse : Brazzaville, République du Congo
Prix des offres lus à haute voix : 4 984 691 952,00 FCFA
Prix évalués : 4 984 691 952,00 FCFA
Offres acceptées / rejetées : Acceptée
Motifs de leur rejet : NA

Soumissionnaire 5

Nom : RMT
Nationalité : Allemagne
Adresse : Rhein, Allemagne
Prix des offres lus à haute voix : 6 898 939 211,92 FCFA
Prix évalués : 6 598 939 211,00 FCFA

Soumissionnaire 2

Nom : ANGELIQUE INTERNATIONAL
Nationalité : Inde
Adresse : New-Delhi, Inde
Prix des offres lus à haute voix : 4 199 514 981,00 FCFA
Prix évalués : 4 199 514 981,00 FCFA
Offres acceptées / rejetées : OUI
Motifs de leur rejet : NA

Soumissionnaire 4

Nom : CGC INT CONGO
Nationalité : Congo-Brazzaville
Adresse : Brazzaville, République du Congo
Prix des offres lus à haute voix : 4 862 766 444,00 FCFA
Prix évalués : NA
Offres acceptées / rejetées : Rejetée
Motifs de leur rejet : Offre non exhaustive

Soumissionnaire 6

Nom : ATLAS ENERGY
Nationalité : Maroc
Adresse : Casablanca, Maroc
Prix des offres lus à haute voix : 4 287 511 639,92 FCFA
Prix évalués : 4 287 511 639,92 FCFA

Offres acceptées / rejetées : Acceptée
Motifs de leur rejet : NA

Soumissionnaire 7

Nom : Groupement ERIDAN/WPI/SIMEEL/TRANSLOGISTIQUE
Nationalité : Congo-Brazzaville
Adresse : Brazzaville, République du Congo
Prix des offres lus à haute voix : 4 390 121 436,00 FCFA
Prix évalués : NA
Offres acceptées / rejetées : Rejetée
Motifs de leur rejet : Retrait de la garantie de soumission

Soumissionnaire 9

Nom : PROCOB SA
Nationalité : Congo-Brazzaville
Adresse : Brazzaville, République du Congo
Prix des offres lus à haute voix : 6 442 534 521,00 FCFA
Prix évalués : 6 313 683 830,58 FCFA
Offres acceptées / rejetées : Acceptée
Motifs de leur rejet : NA

Soumissionnaire 11

Nom : OIA
Nationalité : Inde
Adresse : New-Delhi, Inde
Prix des offres lus à haute voix : 8 195 356 314,00 FCFA
Prix évalués : NA
Offres acceptées / rejetées : Rejetée
Motifs de leur rejet : Refus de prorogation de la garantie d'offre.

Soumissionnaire 13

Nom : ENCO
Nationalité : Congo-Brazzaville
Adresse : Brazzaville, République du Congo
Prix des offres lus à haute voix : 4 540 493 494,00 FCFA
Prix évalués : 4 413 650 750,00 FCFA
Offres acceptées / rejetées : Acceptée
Motifs de leur rejet : NA

Soumissionnaire 15

Nom : MR INTERNATIONAL
Nationalité : Benin
Adresse : Cotonou, Benin
Prix des offres lus à haute voix : 4 775 536 920,00 FCFA
Prix évalués : 4 853 871 540,00 FCFA
Offres acceptées / rejetées : Acceptée
Motifs de leur rejet : NA

Soumissionnaire 17

Nom : LUCKY EXPORT INDIA
Nationalité : Inde
Adresse : Noida, Inde
Prix des offres lus à haute voix : 7 148 086 554,00 FCFA
Prix évalués : NA
Offres acceptées / rejetées : Rejetée
Motifs de leur rejet : Offre non exhaustive

N.B. : Toute entreprise qui souhaite connaître les raisons pour lesquelles sa proposition n'a pas été retenue doit en faire la demande à l'Agence d'exécution. En tout état de cause, la Banque se réserve le droit de faire examiner toute réclamation d'un soumissionnaire à tout moment à la suite de l'attribution du marché.

**Le Directeur du Projet,
Daniel ITOUA.**

Offres acceptées / rejetées : OUI
Motifs de leur rejet : NA

Soumissionnaire 8

Nom : GROUPEMENT RAYGROUP & LMZ
Nationalité : RDC-TURQUIE
Adresse : Ngaliéma, Kinshasa, République D. du Congo
Prix des offres lus à haute voix : 6 230 624 061,81 FCFA
Prix évalués : 5 023 616 804,00 FCFA
Offres acceptées / rejetées : Acceptée
Motifs de leur rejet : NA

Soumissionnaire 10

Nom : SYNOHYDRO
Nationalité : Chine
Adresse : Huayua, Tianjin, Chine
Prix des offres lus à haute voix : 12 220 897 219,00 FCFA
Prix évalués : NA
Offres acceptées / rejetées : Rejetée
Motifs de leur rejet : Refus de prorogation de la garantie d'offre.

Soumissionnaire 12

Nom : CSEEC
Nationalité : Chine
Adresse : Shangai, Chine
Prix des offres lus à haute voix : 4 164 078 019,00 FCFA
Prix évalués : 4 164 078 019,00 FCFA
Offres acceptées / rejetées : Acceptée
Motifs de leur rejet : NA

Soumissionnaire 14

Nom : STEGIS
Nationalité : Tunisie
Adresse : Menzah, Tunis, Tunisie
Prix des offres lus à haute voix : 4 442 862 426,00 FCFA
Prix évalués : 4 442 862 426,00 FCFA
Offres acceptées / rejetées : Acceptée
Motifs de leur rejet : NA

Soumissionnaire 16

Nom : Groupement ENTRELEC - NUEZ ET FILS
Nationalité : Tunisie
Adresse : Tunis, Tunisie
Prix des offres lus à haute voix : 9 320 265 444,00 FCFA
Prix évalués : NA
Offres acceptées / rejetées : Rejetée
Motifs de leur rejet : Offre non exhaustive



RÉPUBLIQUE DU CONGO
Unité* Travail* Progrès



Coopération Congo – Banque Africaine de Développement

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE
Projet d'Électrification Rurale au Congo (PERCO)

N° DU PROJET : P-CG-FAO-001
Cellule d'Exécution du Projet (CEP)

PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DE MARCHES DE TRAVAUX POUR LA "FOURNITURE, INSTALLATION ET MISE EN SERVICE DES ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES POUR LES LIGNES MOYENNE TENSION, LE RESEAU BASSE TENSION, L'ÉCLAIRAGE PUBLIC ET LES BRANCHEMENTS - EXECUTION DES TRAVAUX MOYENNE ET BASSE TENSION DE SOIXANTE (60) LOCALITES AU CONGO

NOTE D'INFORMATION

Date de publication : 08 Décembre 2016
Pays : Congo Brazzaville
Agence d'exécution : MEH/Cellule d'Exécution du Projet (CEP)
Nom du Projet/Étude : Projet d'Électrification Rurale au Congo (PERCO)
Numéro de Prêt/Don : 2100150028193

Nom de l'appel d'offres:

fourniture, l'installation et la mise en service des équipements électriques pour (i) les lignes moyenne tension, (ii) le réseau basse tension, (iii) l'éclairage public et (iv) les branchements et pour l'exécution des travaux moyenne et basse tension de soixante (60) localités pour les axes suivants :

Numéro et nom du lot : Lot 2 : Axes Boundji/Okoyo et Djambala/Mbon

Méthode d'acquisition : Appel d'Offres International (AOI)
Préférence nationale (Oui ou Non) : Non
Préférence régionale (Oui ou Non) : Non
Numéro d'appel d'offres de l'Emprunteur : AOI No : 001/2015/MEH-PERCO
Date de réception par la Banque du projet de DAO : 12 Novembre 2015
Date d'approbation par la Banque du DAO : 11 Décembre 2015
Date d'émission du DAO : 18 Décembre 2015
Date limite de remise des offres : 21 mars 2016
Date d'ouverture des offres : 21 mars 2016
Date de réception par la Banque de la dernière version du rapport d'évaluation des offres : 27 Octobre 2016
Date d'approbation par la Banque de l'évaluation : 30 Novembre 2016
Nom de l'attributaire du Marché : Groupement RAY GROUP & LMZ
Nationalité : RDC-TURQUIE

Adresse : 61, Avenue Colonel MONDJIBA quartier OCH de la Ngaliéma, Kinshasa, République D. du Congo

Montant du Contrat : 3 879 724 255, 44 FCFA
Date de démarrage du Contrat : 16 février 2017
Durée d'exécution du Contrat : 16 mois
Résumé de l'objet du Contrat : Construction de 140,4 km de lignes moyenne tension (MT) 33 kV et 35 kV :

- Boundji-Okoyo (75 km) : 21 localités ;
 - Djambala-Mbon (80 km) : 16 localités ;
- Construction de 36 Postes MT/BT de 50 à 630 kVA ;
Construction de 94,3 km de réseaux de distribution Basse Tension (BT) ;
Réalisation de 1435 Branchements et installation de 765 Foyers d'éclairage public.

Nombre total de soumissionnaires : 12

Soumissionnaire 1

Nom : ANGELIQUE INTERNATIONAL
Nationalité : Inde
Adresse : New-Delhi, Inde
Prix des offres lus à haute voix : 4 379 114 632,00 FCFA
Prix évalués : 4 379 114 632,00 FCFA
Offres acceptées / rejetées : Acceptée
Motifs de leur rejet : NA

Soumissionnaire 3

Nom : CGC INTERNATIONAL

Soumissionnaire 2

Nom : Groupement MBTP-CELEC
Nationalité : Congo-Brazzaville
Adresse : Brazzaville, République du Congo
Prix des offres lus à haute voix : 5 480 631 729,00 FCFA
Prix évalués : 5 480 631 729,00 FCFA
Offres acceptées / rejetées : Acceptée
Motifs de leur rejet : NA

Soumissionnaire 4

Nom : RMT

Nationalité : Congo-Brazzaville
Adresse : Brazzaville, République du Congo
Prix des offres lus à haute voix : 5 090 937 169,81 FCFA
Prix évalués : 5 090 937 169,81 FCFA
Offres acceptées / rejetées : Rejetée
Motifs de leur rejet : Offre non exhaustive

Soumissionnaire 5

Nom : Groupement RAY GROUP ENERGY - LMZ
Nationalité : RDC - TURQUIE
Adresse : Ngaliéma, Kinshasa, République D. du Congo
Prix des offres lus à haute voix : 5 805 052 659,81 FCFA
Prix évalués : 3 879 724 255,44 FCFA
Offres acceptées / rejetées : Acceptée
Motifs de leur rejet : NA

Soumissionnaire 7

Nom : SYNOHYDRO
Nationalité : Chine
Adresse : Huayua, Tianjin, Chine
Prix des offres lus à haute voix : 15 494 589 593,00 FCFA
Prix évalués : NA
Offres acceptées / rejetées : Rejetée
Motifs de leur rejet : Refus de prorogation de la garantie d'offre.

Soumissionnaire 9

Nom : CSEEC
Nationalité : Chine
Adresse : Shanghai, Chine
Prix des offres lus à haute voix : 4 518 422 648,00 FCFA
Prix évalués : 4 518 422 648,00 FCFA
Offres acceptées / rejetées : Acceptée
Motifs de leur rejet : NA

Soumissionnaire 11

Nom : STEGIS
Nationalité : Tunisie
Adresse : Menzah, Tunis, Tunisie
Prix des offres lus à haute voix : 4 396 862 081,61 FCFA
Prix évalués : 4 396 862 081,61 FCFA
Offres acceptées / rejetées : Acceptée
Motifs de leur rejet : NA

N.B. : Toute entreprise qui souhaite connaître les raisons pour lesquelles sa proposition n'a pas été retenue doit en faire la demande à l'Agence d'exécution. En tout état de cause, la Banque se réserve le droit de faire examiner toute réclamation d'un soumissionnaire à tout moment à la suite de l'attribution du marché.

Le Directeur du Projet,
Daniel ITOUA

Nationalité : Allemagne
Adresse : Rhein, Allemagne
Prix des offres lus à haute voix : 6 047 990 976,00 FCFA
Prix évalués : 5 847 990 976,00 FCFA
Offres acceptées / rejetées : Acceptée
Motifs de leur rejet : NA

Soumissionnaire 6

Nom : PROCOSA
Nationalité : Congo-Brazzaville
Adresse : Pointe-Noire, République du Congo
Prix des offres lus à haute voix : 6 186 111 592,00 FCFA
Prix évalués : 6 062 389 360,16 FCFA
Offres acceptées / rejetées : Acceptée
Motifs de leur rejet : NA

Soumissionnaire 8

Nom : OIA
Nationalité : Inde
Adresse : New-Delhi, Inde
Prix des offres lus à haute voix : 8 320 570 022,00 FCFA
Prix évalués : NA
Offres acceptées / rejetées : Rejetée
Motifs de leur rejet : Refus de prorogation

Soumissionnaire 10

Nom : ENCO
Nationalité : Congo-Brazzaville
Adresse : Pointe-Noire, République du Congo
Prix des offres lus à haute voix : 5 064 070 184,00 FCFA
Prix évalués : 5 281 697 292,00 FCFA
Offres acceptées / rejetées : Acceptée
Motifs de leur rejet : NA

Soumissionnaire 12

Nom : LUCKY EXPORT INDIA
Nationalité : Inde
Adresse : Noida, Inde
Prix des offres lus à haute voix : 8 380 715 571,00 FCFA
Prix évalués : NA
Offres acceptées / rejetées : Rejetée
Motifs de leur rejet : Offre non exhaustive

COOPÉRATION

La Chine offre du matériel informatique au ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation

L'ambassadeur de Chine au Congo, Xia Huang, a offert le 6 décembre du matériel informatique au ministère de l'Intérieur, de la Décentralisation et du Développement local. Le don a été réceptionné par le ministre de tutelle, Raymond Zéphirin Mboulou. Ce geste a été accompli après l'entretien de ces deux personnages, au siège de l'ambassade de Chine au Congo.

Cette donation était composée de: trente ordinateurs de bureau ; dix ordinateurs portatifs ; sept imprimantes laser et un

scanner mobile.

Le ministre Raymond Zéphirin Mboulou a salué l'excellence des relations entre la Chine et

le Congo, avant de remercier Xia Huang pour la considération qu'il accorde au travail administratif réalisé par son ministère.

De son côté, l'ambassadeur de Chine au Congo a indiqué que : « c'est une action qui s'inscrit dans la droite ligne des relations de coopération et d'amitié entre la Chine et le Congo. Il s'agit également d'un geste de reconnaissance à l'endroit du ministère de l'Intérieur, de la Décentralisation et du Développement local qui joue un rôle important dans le cadre du maintien de la stabilité sociale, gage sûr du développement d'un pays. Nous avons mené, l'année écoulée, une bonne coopération avec ce ministère. Nous prenons l'engagement de continuer sur cette voie », a-t-il précisé. Notons, par ailleurs, que Xia Huang s'est félicité du soutien du Congo à la Chine lors de l'élection de son pays à la tête du comité exécutif de l'Interpol.

Roger Ngombé

CHU DE BRAZZAVILLE

Mise en service d'un générateur d'oxygène

Le Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville a rouvert, le 7 décembre à Brazzaville, son générateur d'oxygène médicale et protoxyde d'Azote.

Ce générateur est resté inactif pendant six ans. Il va produire cent bouteilles de 50 litres par mois et va couvrir 75% des besoins en oxygène au niveau de

en charge des malades», a indiqué Gisèle Marie Gabrielle Ambiero, directrice générale du CHU de Brazzaville.

Dans le cadre de sa modernisation, cette structure hospitalière a réhabilité des ascenseurs, le bloc gynécologique et a mis en service la salle de stockage.

« Toutes ces actions ont été réalisées dans un contexte marqué par une crise finan-



Coupure du ruban symbolique Adiac

cette structure hospitalière. Cet appareil a une capacité de six mètres cube l'heure. « Nous sommes engagés à réhabiliter et équiper le CHU afin d'améliorer la prise

cière malgré l'absence des subventions au titre des 2^e, 3^e et 4^e trimestre de l'année 2016 », a ajouté la DG du CHU.

Fortuné Ibara

Xia Huang remettant un échantillon de don au ministre Raymond Mboulou



CONCOURS DE PLAIDOIRIE DE L'UNION EUROPÉENNE :

BONNE CHANCE AUX AVOCATS EN HERBE QUI S'AFFRONTENT CE MATIN !

Brazzaville, 8/12/2016 - La phase finale de la 2^{ème} édition du concours de plaidoirie aura lieu ce jeudi matin à 10h à l'Université Marien Nguabi.

Cet événement s'inscrit dans le cadre de la « Quinzaine de Droits de l'Homme », une initiative lancée par la Délégation de l'Union européenne en République du Congo destinée à promouvoir des Droits de l'Homme auprès du grand public.

Le concours de plaidoirie va mettre aux prises, avec une égalité parfaite, 2 équipes d'étudiants en année de Licence et de Master de la faculté de Droit à 2 équipes de l'Ecole Nationale de Magistrature (ENAM).

A travers des simulations, les étudiants vont être confrontés à ces cas pratiques de plaidoirie sur des sujets d'actualité. En effet, l'objectif visé par le concours est de promouvoir les Droits de l'Homme en milieu universitaire mais également de renforcer l'intérêt des étudiants dans ce domaine. Ces derniers auront ainsi l'opportunité de s'exprimer en situation réelle, de consolider leurs connaissances et sans doute, de faire naître des vocations en s'exerçant à l'art oratoire.

Avec l'aide précieuse de la faculté de Droit qui met à disposition le prestigieux amphithéâtre « 1600 », ce concours promet d'être un spectacle de grande qualité, chacun des plaideurs ayant à coeur de défendre son école, d'enrichir son CV et de se frotter au meilleur de l'éloquence brazzavilloise. Ces séances de plaidoiries se dérouleront sous le regard attentif d'un jury composé d'enseignants de la faculté de droit, de magistrats et de juristes, présidé par le Pr Godefroy Moyen, Doyen de la faculté de Droit. Elles seront rehaussées par la présence de leurs Excellences Mme Saskia DE LANG, Ambassadeur de l'Union européenne en République du Congo et M. Pierre MABIALA, Ministre de la Justice, des droits humains et des peuples autochtones.



Contact :
Azaad Manté
Chargée de Communication
Délégation de l'Union européenne
Azaad.MANTE@eeas.europa.eu
Tél. 06 973 65 33



LOGEMENTS SOCIAUX

Le quartier Manianga expérimente un projet novateur

Situé à Talangai, 6^e arrondissement de Brazzaville, le quartier Manianga expérimente un projet de construction des logements sociaux en matériaux locaux qui, d'une part permet de créer plusieurs emplois pour les jeunes, et d'autre part, d'améliorer la physionomie de cette zone.

La députée de la 5^{ème} circonscription de Talangai, Claudia Lembomba Sassou N'Gusso, initiatrice du projet, s'est rendue sur les lieux le 5 décembre dernier pour constater l'évolution du chantier, fruit de l'association « Mieux-Vivre au Quartier 68 ».

Ce projet consiste à la construction de plus de 80 habitats modernes nantis de toutes les commodités grâce à la mise sur pied d'une unité de fabrication des matériaux de construction sur la base des intrants locaux.

Le chantier est exécuté par des jeunes dudit quartier ayant bénéficié d'une formation qualifiante et professionnelle à l'unité de fabrication des matériaux locaux, tenue par la société King's Industrie. Hormis l'érection des habitats, il est également prévu l'aménagement et le pavage de certaines rues et avenues du quartier 68.

Geoffroy Ekanga, secrétaire général de l'association « Mieux-vivre au quartier 68 », a dit que ce projet a mis fin à l'oisiveté de certains jeunes. « Plusieurs jeunes qui erraient hier dans les rues, sont devenus des personnes responsables tant au niveau de leur famille que dans la société », a-t-il dit.

A côté du chantier, les jeunes reçoivent la formation qualifiante et professionnelle sans contrepartie financière. Deux d'entre eux, Bertrand Ipemba et Alexandre ont salué l'initiative de la députée du quartier 68 qui, selon eux, leur a permis de se prendre en charge.

Christian Brice Elion

FIDA

Le forum des peuples autochtones se tiendra à Rome

Pour porter la voix de l'Afrique lors de cette réunion internationale qui se tiendra du 11 au 13 février 2017 à Rome, en Italie, les experts africains se sont réunis à Brazzaville du 5 au 7 décembre pour adopter une position commune.

Au terme de ces travaux, organisés de concert avec les ONG de défenses des droits de l'homme et le Fida, principal partenaire financier dans ce secteur, les participants ont adopté quelques recommandations.

Il s'agit d'un document technique commun, plein de propositions concrètes, que l'Afrique d'une seule voix, va présenter à cette réunion internationale. L'objectif est de permettre au continent africain, non seulement de contribuer à l'avancement de ce processus, mais surtout de participer à l'amélioration des conditions de vie des peuples autochtones, souvent marginalisés. « Trois jours durant, nous avons discuté, évalué et élaboré les nouvelles recommandations qui seront débattues lors de la 3^e réunion du Fida, prévue du 11 au 13 février 2017, à Rome, en Italie. En tant qu'Afrique, nous nous sommes



Une vue des experts lors de l'atelier (photo adiac)

concertés pour porter une seule et même voix à cette occasion », a précisé le coordonnateur national du Réseau des peuples autochtones du Congo (Renapac), Parfait Diahoukamba.

Les recommandations adoptées à cette occasion, vont respectivement à l'endroit des pouvoirs publics, pour lesquels les experts ont émis le voeu de prendre en compte, l'ensemble des initiatives prises dans le cadre de la promotion et l'émancipation des peuples autochtones dans le monde. Quelques autres, par contre, s'adressent aux bailleurs de fonds nationaux et internationaux, pour qu'ils accroissent les financements afin de permettre aux acteurs sur le terrain de bien développer leurs projets.

Les ONG des droits de l'homme et autres organisations de défense des intérêts des populations autochtones sont aussi concernées par ces recommandations.

« Pour garantir, par exemple, aux peuples autochtones l'accès aux soins de santé de qualité ; à une bonne éducation scolaire ainsi qu'à d'autres avantages sociaux, il faut des financements conséquents. Et nous, les ONG des droits de l'homme, sommes disponibles pour exécuter ces projets », a renchéri le coordonnateur du Renapac.

Au cours de cet atelier, le Fida en a aussi profité, pour faire le point de quelques financements qu'il a consacrés dans ce secteur, depuis quelques années.

Firmin Oyé

JOURNÉES D'EXPOSITION DES COMPÉTENCES ET DU SAVOIR-FAIRE DES PME LOCALES

Une première expérience réussie

Du 29 au 30 novembre, Total E & P Congo a organisé, en partenariat avec la Chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers (CCIAM) de Pointe-Noire et le Club des entreprises de Pointe-Noire (CEPN), des journées portes ouvertes sur le contenu local. Une initiative visant la mise en avant des compétences et du savoir-faire des PME locales.

Près d'une trentaine d'entreprises locales ont honoré ce rendez-vous. Des sociétés actives dans les filières aussi diverses que variées : métallurgie, chaudronnerie, travaux de construction, génie civil et BTP, électricité, instrumentation et protection cathodique, nettoyage industriel et traitement des déchets, études et conseils, ingénierie, informatique et télécommunications, peinture et revêtement, inspection équipements de sécurité etc. L'enjeu de la démarche, inciter les grands donneurs d'ordre à découvrir le potentiel technique et le savoir-faire de ces PME locales. Avec, en toile de fond, la perspective de faciliter l'utilisation des services et compétences de ces dernières dans leurs activités opérationnelles « Il y a plus de dix ans quand on a lancé l'Association Pointe-Noire industrielle (APNI), nous avons identifié les facteurs bloquants à l'émergence d'un tissu des PME/PMI à Pointe-Noire. Ce tissu, nous le voulions articuler sur l'initiative des grandes entreprises. Et parmi les facteurs bloquants identifiés, il y avait l'accès aux marchés. Après discussions et multiplication des initiatives menées avec Total E&P Congo, plusieurs écueils ont été surmontés et des jalons posés, à commencer par la mise en place d'un Club des entreprises de Pointe-Noire dont la tenue de cette activité est l'une des réalisations », a dit Sylvestre Didier Mavouenzela, président de la CCIAM.

Dans la ligne de mire des entreprises locales depuis longtemps, la tenue de cette exposition a été jugée à sa juste mesure. « Si le but essentiel des journées portes ouvertes est naturellement de nous faire connaître aux autres, cependant, une approche novatrice doit être définie par exemple des alliances à nouer entre les entreprises locales et multinationales installées en République du Congo », a plaidé Jean-Pierre Boumba, président du Club des entreprises de Pointe-Noire. Sur les objectifs dévolus à ces journées, la convergence des



Echange entre un responsable d'entreprise et les officiels

acteurs impliqués dans leur organisation n'a guère été prise en défaut. « Pour avoir initié une politique volontariste visant le recours aux PME locales dans ses opérations, Total E & P Congo voudrait voir ce dernier aspect se concrétiser assez rapidement, soit directement dans le cadre de ses propres activités, soit indirectement dans le cadre des activités mises en œuvre par les grandes sociétés travaillant pour elle. Travailler pour nous ou pour nos grands contacteurs ou pour toute autre entreprise de la ville de Pointe-Noire, exige de nos techniciens une bonne connaissance du potentiel technique des PME locales. C'est tout le sens de l'organisation des présentes journées », a précisé Alain-Brice Boumpoutou, directeur général adjoint de Total E&P Congo.

Pendant les deux jours d'échanges, les entreprises locales se sont évertuées à captiver l'attention des différents techniciens ayant visité les stands. Une opportunité d'évaluation de différentes tâches que peuvent réaliser les entreprises locales.

Surprise agréable

Chargé de contrôler les entreprises évoluant dans les secteurs des ressources naturelles (pétrole, agriculture, forêts) afin d'évaluer le contenu local, le sénateur Joseph Mana Fouafoua, président de la commission Finances et

Economie au Sénat a, après la visite des stands, déclaré : « Je suis agréablement surpris de voir tous ces Congolais qui ont pris le risque de s'installer en entreprise et qui apportent un petit salaire à des Congolais qui y travaillent. Ce secteur d'activité était dévolu aux étrangers par le passé, mais je me rends compte qu'avec l'effort des entreprises Total E & P Congo, Eni Congo et d'autres sociétés pétrolières, on a compris qu'il faut donner du travail, de la responsabilité aux Congolais. J'en suis fier, dans le cadre de la mission qui m'a été confiée par le parlement qui vise à évaluer le local content dans certains secteurs d'activités, d'avoir eu de la matière à apporter sur la table du parlement ».

Flatté par la qualité des entreprises visitées, Alain-Brice Boumpoutou a renchéri : « J'ai insisté sur la diversification qui est nécessaire pour leur activité. Plus l'activité va s'installer, plus les donneurs d'ordre auront besoin de se reposer sur un socle de PME compétitives qui permettent quelque part de tirer les prix vers le bas, ce qui est une des finalités du local content ».

Des entreprises satisfaites

Au terme de l'exposition, la barre de 470 visiteurs a été franchie. 55 donneurs d'ordre sur les 62 attendus se sont présentés : 28 entreprises pétrolières, 27 non pétrolières et 07 étatiques. Les PME ont engrangé d'importants rendez-vous. Elles ont par ailleurs affirmé avoir capitalisé leur présence à cette manifestation en ébauchant des liens avec les entreprises hors périmètre pétrolier. Résultat : elles n'ont pas tari d'éloges sur cette initiative ayant dopé un peu plus leur visibilité et élargi l'univers de leurs contacts. « On peut parler d'une réussite à 85% », s'est enthousiasmé le représentant de la société HPCL, présente dans l'entretien et le nettoyage industriel. « On a rencontré les donneurs comme on en a jamais eu », a confirmé la porte-parole de Staci.

Encouragé par le succès de ce galop d'essai, le numéro un de la chambre consulaire de Pointe-Noire a appelé de ses vœux une pérennisation de ces journées. « Mon souhait est que ces journées soient un point de départ, il faut qu'il y ait l'avant-journées et l'après-journées », a conclu Sylvestre Didier Mavouenzela.

ASSURANCE

COLINA Congo devient SAHAM Assurance

L'annonce a été officiellement faite jeudi 1er décembre à Pointe-Noire au cours d'une conférence de presse co animée par Joël A. ACKA, IBRAHIMA SOW et Aicha LEBSIR BENNANI, respectivement directeur régional Afrique de l'Ouest et Centrale, directeur général et directrice de communication SAHAM Finances, pole assurance du Groupe.



Cette nouvelle architecture de marque résulte d'une stratégie globale de SAHAM visant divers objectifs notamment consolider le pôle assurance en tant que centre de gravité du Groupe Saham, déployer des marques fortes à stature internationale sur chaque pays d'implantation, renforcer la visibilité et la lisibilité des marques du groupe. Ainsi en sa qualité de leader panafricain de l'assurance, SAHAM Assurance représente la consolidation d'une marque panafricaine d'assurance et d'assistance : SAHAM Assurance et Saham Assistance.

Le groupe SAHAM s'articule autour de quatre pôles à savoir SAHAM Finances, SAHAM l'offshoring, SAHAM santé, et SAHAM immobilier. Soulignons que SAHAM Finances, est le premier groupe d'assurance panafricain (hors Afrique du Sud), il a enregistré un chiffre d'affaires de plus d'un milliard USD en 2015. En tant que pôle assurance de SAHAM Group, SAHAM Finances poursuit activement sa stratégie de croissance en Afrique et au Moyen Orient à travers 61 filiales et compte aujourd'hui un effectif de plus de 3000 collaborateurs. Fort d'une présence étendue en Afrique et au Moyen Orient, SAHAM Finances, met ses expertises au service des métiers de l'assurance, la réassurance, l'assistance et le TPA.

Dans sa branche d'assurance et réassurance SAHAM Assurance est leader en Afrique aussi bien sur les activités de dommage et que de vie. Actuellement présent dans 26 pays SAHAM Assurance a élargi ses perspectives de croissance au Moyen-Orient. Sur l'assistance, SAHAM Assistance est le leader panafricain de l'assistance, présent dans 14 pays, il est le partenaire de mondial Assistance.

Répondant à la presse sur les innovations visées par sa société conformément à cette nouvelle dénomination de cette structure, Joël A. ACKA a expliqué que le pôle Assurance du groupe est porteur de diverses innovations dans le secteur aussi bien en vie qu'en non-vie. Au sein du Groupe, un accent particulier est mis sur le renforcement et la valorisation des ressources humaines. «L'ensemble des collaborateurs de SAHAM Assurance Congo



viennent de bénéficier d'une formation de six mois en Côte-D'Ivoire. Il n'y a de richesses que d'hommes, toute l'ambition de SAHAM assurance est fondée sur les ressources humaines qualifiées et compétentes, ainsi on ne peut pas parler d'une bonne qualité de service sans ressources humaines qualifiées et compétentes, dans cette optique la société organise régulièrement des séminaires de formation pour ses salariés. A l'instar de ce qui s'était fait à travers d'autres filiales du groupe, nous avons décidé d'opter pour une marque unique qui est SAHAM Assurance Congo afin de permettre d'offrir une unicité de marque, et aussi renforcer le sentiment d'appartenance à un groupe leader. Nous avons des projets pour le Congo que je me réserve de dévoiler maintenant en attendant la campagne qui débutera à cet effet dans les prochaines semaines. Les preneurs d'assurance du Congo se verront proposer d'ici quelques semaines un produit qui correspond réellement aux besoins exprimés et auxquels nous avons trouvé une solution à travers tous les pays que l'entreprise est



représentée », a-t-il indiqué.

Pour sa part, faisant la présentation de cette société, Ibrahima Sow a rappelé que les activités de SAHAM Assurance ont débuté au Congo le 1er janvier 2015. Son capital est de un milliard de francs, cette société emploie actuellement quinze personnes. Elle a déjà débuté ses activités dans les principales villes du Congo notamment Brazzaville, Pointe-Noire et très bientôt à Nkayi.

En effet 18 pays ont déployé la nouvelle identité visuelle de SAHAM Assurance, un groupe en forte croissance porté par une marque forte. SAHAM Assurance, SAHAM Insurance et SAHAM Angola seguros, d'érigent ainsi en une marque panafricaine unique pour la totalité du périmètre assurance du Groupe. Ainsi cette marque se positionne en marque d'envergure internationale, disposant d'un réseau de distribution étendu en Afrique avec 700 agences.

AFFAIRES FONCIÈRES

Le Mali s'inspire du modèle congolais

Venu s'inspirer du modèle congolais, le ministre malien des domaines de l'Etat et des Affaires foncières, Mohamed Ali Batili, a conféré le 7 décembre à Brazzaville avec le Premier ministre, Clément Mouamba.



La délégation malienne en audience avec le premier ministre

En compagnie de son homologue, Martin Parfait Aimé Cousoud-Mavoungou, le ministre malien affirme avoir beaucoup appris du Premier ministre congolais sur la préoccupation du gouvernement en matière du foncier. Cette volonté d'échange d'expérience entre les deux pays est née après l'intervention du Congo lors du sommet mondial sur le foncier tenu à Istanbul, en Turquie.

«... Dans son exposé, la délégation congolaise a fait état d'une expérience dans la gestion de cette ressource foncière qui nous a beaucoup impressionnés et en sortant, nous avons pris contact avec elle pour partager l'expérience du Congo, évidemment en exposant la nôtre aussi. Nous sommes très intéressés par les mécanismes de gestion qui ont été mis en place sur les questions

foncières », a confié Mohamed Ali Batili à la presse.

Le sommet international du cadastre s'est tenu l'année dernière à Istanbul en Turquie, regroupant environ 3000 participants, dont 30 ministres des Affaires foncières et de l'Habitat des pays d'Afrique, de l'Europe et de l'Amérique, ainsi que des experts fonciers. Il avait pour, entre autres, objectifs de renseigner les Etats sur les contours du secteur de la cartographie et du cadastre, et de leur faciliter la prise de contact de nouveaux marchés d'investissements au secteur foncier.

Avec pour thème « Laissez-nous

cadastre le monde », ce forum mondial a permis aux participants de faire le point sur les systèmes cadastraux appliqués dans différents pays.

De son apport au Trésor public, pour ne prendre que cette considération liée à l'élargissement de l'assiette fiscale (impôts), le cadastre se présente comme un important maillon des services sécurisant le bon fonctionnement d'un Etat. Mais à souligner que le droit foncier favorise aussi le maintien des équilibres fondamentaux de la coexistence pacifique entre les populations.

Josiane Mambou Loukoula

CONGO-FRANCE

Michel Terrot salue l'engagement du Congo dans la stabilisation de l'Afrique centrale

Une délégation des députés français conduite par Michel Terrot, président du groupe d'amitié France-Congo, a été reçue par le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Congolais de l'étranger, Jean-Claude Gakosso.

Les députés français et le chef de la diplomatie congolaise ont eu un large échange de vue sur la situation dans les deux pays. Ils ont notamment passé en revue la situation du Congo après la réforme institutionnelle et l'élection présidentielle. Pour ce qui est de

priori annoncés d'avance avec notamment des primaires du parti les Républicains remportés par François Fillon ; de l'annonce de François Hollande du fait qu'il ne se représentera pas aux élections présidentielles, et de la démission de Manuel Valls », a précisé Michel Terrot à la presse. « Vous remarquez que le paysage politique français, en l'espace de quelques semaines a été évidemment bouleversé », a-t-il relevé.

Les députés français ont, en outre, apprécié les efforts entrepris par Brazzaville pour la stabilisation de

légation française. « Nous avons tenu à souligner l'engagement personnel du président Denis Sassou N'Guesso dans le secteur des Grands Lacs avec des inquiétudes qui peuvent résulter de la situation politique en République démocratique du Congo », a noté Michel Terrot.

Abordé sur ce que la France pense de la réforme institutionnelle au Congo, le chef de la délégation française a dit que Paris « a pris acte » de ce qui s'est passé en rapport avec cette réforme. « Aujourd'hui tout cela est derrière, il faut regarder l'avenir, et la



Les députés français et Jean-Claude Gakosso

la France, Jean-Claude Gakosso et Michel Terrot ont, entre autres, fait le tour d'horizon des changements politiques qui y sont intervenus ces derniers temps.

Nous avons parlé des « changements qui, pour certains d'entre eux, n'étaient pas a

l'Afrique centrale. « Nous avons parlé du rôle éminent que joue le Congo dans la sous-région. La France est évidemment très sensible à l'engagement de la République du Congo au sein de la Minusca, avec une participation forte », a déclaré le chef de la dé-

réforme institutionnelle est une question de politique intérieure. En vertu de quel principe la France peut s'opposer au choix qui relève de la souveraineté pleinement entière du peuple congolais », s'est-il interrogé.

Nestor N'Gampoula

Visite d'Etat du Président Ali Bongo Ondimba en République populaire de Chine

Premier déplacement international dans un cadre bilatéral du nouveau mandat, ce voyage au cœur de la deuxième puissance économique du monde doit permettre au Chef de l'Etat d'insuffler une ambitieuse dynamique à une relation de plus de quarante ans

Le Président de la République, Son Excellence Ali Bongo Ondimba (www.Presidence-Gabon.ga), a entamé ce mardi une visite d'Etat en République populaire de Chine à l'invitation de Son Excellence Xi Jinping. Premier déplacement international dans un cadre bilatéral du nouveau mandat, ce voyage au cœur de la deuxième puissance économique du monde doit permettre au Chef de l'Etat d'insuffler une ambitieuse dynamique à une relation de plus de quarante ans.

Six ans et demi après sa rencontre avec le Président Hu Jintao en marge de l'exposition universelle de Shanghai, un an après un échange direct avec le Président Xi Jinping lors du Forum sur la coopération Chine-Afrique, Ali Bongo Ondimba arrive en Chine accompagné d'une délégation composée de Pacôme Moubelet Boubeya (Affaires étrangères), Régis Immongault (Economie), Madeleine Berre (Commerce) et de plusieurs acteurs économiques gabonais. Un forum économique et une série d'audiences avec des dirigeants d'entreprise

valoriseront les possibilités d'investissements au Gabon et ouvriront des marchés à l'export pour la production nationale.

Accompagné de son épouse, la Première dame Sylvia Bongo Ondimba, le Président a été accueilli à Pékin en fin de journée par le vice-Ministre chinois des Affaires étrangères Zhang Ming et conduit à la résidence des hôtes d'Etat de Diàoyútái. Ali Bongo Ondimba s'entretiendra avec son homologue chinois demain, entretien suivi de la signature de plusieurs accords et d'un banquet d'Etat offert à la délégation dans le cadre majestueux du Grand palais du peuple. Il s'entretiendra en outre avec le Premier ministre et le président de l'Assemblée populaire nationale.

La Chine est le troisième fournisseur du Gabon avec un volume d'importation de 8,6% et son premier client avec un volume d'exportation égal à 14,2%. Dans un livre blanc qui vient d'être publié à Pékin, le développement - 'priorité absolue' - est présenté comme une expérience à partager : la Chine a fait sortir 700 millions de personnes de la pauvreté en un peu plus de 30 ans de réforme et d'ouverture.

Le Président de la République conclura cette visite d'Etat par la province du Guangdong qui, grâce à ses zones économiques spéciales, hisse son PIB au quinzième rang mondial.

AFP

ONU

Un forum pour promouvoir l'accès à Internet

Du 6 au 9 décembre, la ville de Guadalajara au Mexique abrite le 11ème Forum annuel sur la gouvernance de l'Internet. Une occasion de discuter de la nécessité d'intensifier les efforts pour promouvoir un Internet ouvert, fiable, accessible et inclusif.

Des milliers de délégués venus du monde entier vont discuter des défis de l'ère numérique, sur le thème : « Favoriser une croissance inclusive et durable ». Les participants à cette rencontre doivent également examiner comment l'Internet peut favoriser le développement de façon durable et inclusive, offrant des opportunités pour tous. « Aujourd'hui, l'Internet a un impact sur presque tous les aspects de la vie. Il a indéniablement suscité innovation et esprit d'entreprise, créé de nouvelles formes d'engagement du public et de l'activité économique. Cela aide les gens à se connecter, à s'organiser et à agir dans un but commun », a déclaré le sous-secrétaire général des Nations unies pour le développement économique, Leni Montiel. L'élargissement de l'accès à l'Internet est considéré comme faisant partie intégrante de la mise en œuvre

réussie du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le programme fixe un objectif ambitieux visant à accroître considérablement l'accès aux technologies de l'information et des communications et à s'efforcer de fournir un accès universel et abordable à l'Internet dans les pays les moins avancés d'ici à 2020. Ce programme a également établi une nouvelle norme universelle pour le développement.

On prévoit qu'à la fin de 2016, près de 4 milliards de personnes, soit plus de la moitié de la population mondiale, n'auront pas utilisé l'Internet. En outre, deux ménages sur trois dans les pays en développement n'ont pas accès à l'Internet. Moins de 10% des personnes des pays les moins avancés ont accès à l'Internet contre plus de 80% dans les pays développés. Selon l'ONU, il est clairement urgent d'intensifier les efforts mondiaux pour combler le fossé numérique.

Chaque année, les Nations unies organisent la réunion annuelle du Forum sur la gouvernance de l'Internet afin de discuter des questions liées à la gouvernance de l'Internet ainsi que des possibilités et des défis qui y sont associés.

J.M.L.

Ecole Supérieure de Commerce et d'Industrie du Congo (ESCIC)

Rentrée académique en janvier 2017
Cours du soir pour Salariés

Vous êtes salariés, vous souhaitez améliorer vos compétences et avoir un diplôme européen, plus de soucis, inscrivez-vous dans l'une de nos formations :

- ° Bachelor of Business Administration (BBA) Troisième année (Licence professionnelle et polyvalente) en français / diplôme de l'AM de Paris.
- ° Master en Contrôle de Gestion (MCG) / diplôme de l'ITESCIA Paris.
- ° Master en Qualité - Hygiène - Sécurité - Environnement (MQHSE) / diplôme de l'ITESCIA Paris
- ° Master Management des Organisations/ Entreprises (MMO) / (diplôme de l'ESLSCA Paris
- ° Master of Business Administration (MBA) / diplôme de l'ESLSCA Paris
- ° Master en Management des Ressources Humaines (MRH) / diplôme de l'ESLSCA

Site : Immeuble PBG au Centre-Ville, à 100 m de la Radio Pointe - Noire.
Tel : 06 6388587 ; 04 43 14827 - escicinfo2013@gmail.com ; www.escic-cg.com

NÉCROLOGIE

Madame Bileko née Ngabou Diamouna Antoinette, Ndila Mayola Nadège ; les enfants Marie-Destinée, Divina, Aurora et Samuel Bileko ; Mbizi Amedé, Ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur sœur et mère : Diamonika Suzanne "Maman Diane", agent au secrétariat général du gouvernement. Décès survenu le lundi 05 décembre 2016 au CHU de Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au domicile familial, sis rue Ngamaba n°59, Makélé-kélé arrêt marché Bourreau.



Les enfants Venguioio et la famille informent aux amis et connaissances que les obsèques de leur père Venguioio Paul, ancien officier de l'armée congolaise auront lieu ce vendredi 9 décembre 2016.

INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO



MONDESSA De Serge Eugène Ghoma Boubanga

Mise en scène : Arsène Fortuné Bateza

En des temps très lointains, le royaume de Mondessa prospérait grâce à la pêche, à l'agriculture et au commerce du bronze.

Les hommes et les femmes participaient ensemble à la vie de la collectivité. Un nouveau roi monta sur le trône : c'était le règne de l'abondance et de la prospérité.

Les lois du royaume, héritées de générations en générations, s'imposaient à tous, y compris aux monarques. A mesure que passaient les ans, le nouveau roi, devenu quinquagénaire, s'engagea dans des rêveries solitaires qui l'amènèrent à défier les lois et à vouloir braver le temps.

Vendredi 9 décembre à 19h Entrée : 1000 FCFA

DIAMANT

Le Cameroun serait une plaque tournante des exportations des diamants de guerre centrafricains, selon Partenariat Afrique Canada

La veille d'une mission d'évaluation du Processus de Kimberly au Cameroun, un rapport rendu public ce 2 décembre 2016 dénonce « l'incapacité » du pays « à mettre en œuvre le Processus de Kimberley », le mécanisme international de certification des diamants destiné à mettre fin au commerce des diamants issus des conflits armés.

En effet, dans un rapport intitulé « Du conflit à l'illégalité : Cartographie le commerce des diamants de la République centrafricaine au Cameroun », Partenariat Afrique Canada (PAC), un mécanisme de financement soutenu par des ONG canadiennes et africaines, ainsi que par l'Agence canadienne de développement international ; révèle que « le Cameroun permet à des diamants de conflit provenant de la République centrafricaine de franchir ses frontières et de pénétrer la chaîne d'approvisionnement légale, en raison de ses faibles contrôles, de la contrebande et de la corruption ».

A en croire Joanne Lebert, directrice générale de PAC, « bien que le tollé international soulevé par le financement de la guerre au moyen des « diamants du sang » en République centrafricaine ait entraîné l'adoption de mesures pour arrêter le commerce, on n'a pas porté la

même attention aux voisins de la RCA. Notre examen montre la réalité sur le terrain et la façon dont les diamants de conflit provenant de la RCA ont conservé des points d'entrée sur les marchés internationaux par l'entremise du Cameroun ».

PAC souligne que le rapport a été élaboré grâce aux témoignages des mineurs, des négociants et des exportateurs, qui « ont décrit en détail la contrebande des diamants de la République centrafricaine qui traversent la frontière de 900 km que ce pays partage avec le Cameroun ; la corruption parmi les fonctionnaires chargés de vérifier l'origine des diamants ; et les importantes expéditions de diamants de conflit sous embargo », lesquels sont généralement « auto-déclarés » comme provenant du Cameroun.

Face à ces conclusions, qui sont plutôt de mauvaise augure pour l'issue de l'évaluation que doit subir le Cameroun, l'auteur du rapport, Offah Obale, suggère qu'« au moment de visiter le Cameroun, le Processus de Kimberley doit agir sans délai et montrer aux sociétés, aux détaillants - et par-dessus tout aux consommateurs - qu'il est capable de mettre un terme au flux de diamants de conflit ».

Agence Ecofin



Wildlife Conservation Society Programme Congo (WCS-Congo)

B.P. 14537
Brazzaville, République du Congo
Téléphone : 242 05 747 21 21
Email : bureaubrazzaville@wcs.org

International Programs
2300 Southern Blvd
Bronx, NY 10460
Tel : 718-220-1387

AVIS DE RECRUTEMENT

Poste : Caissier
Basé : à Brazzaville

Dans le cadre des activités de WCS programme Congo, nous cherchons un/une Caissier(e). Il/elle sera sous l'autorité et la supervision du Directeur Administratif et Financier et travaillera en étroite collaboration avec l'ensemble du personnel des projets.

Il/elle aura les principales responsabilités suivantes :

- Tenir la petite caisse et préparer le journal de caisse tous les jours
- Effectuer les opérations de paiement (salaires- fournisseurs- prestataires)
- Assurer les classements des documents administratifs et financiers
- Assurer les vérifications des pièces de dépense avant d'effectuer le paiement.
- Autres (Pour les termes de référence détaillés, veuillez consulter le tableau d'affichage au bureau de WCS Brazzaville- Plateau ville-151 avenue de General De Gaulle)

Compétences requises :

- Capacité de réaliser des tâches de base liées à la gestion de la caisse
- Bonne connaissance en informatique (traitement de texte, tableurs)
- Etre attentif au résultat final et répondre positivement aux critiques
- Travailler de manière dynamique et constructive. Démontrer de bonnes capacités d'organisation et de communication

Profil requis :

- Avoir un diplôme universitaire au moins BAC+3 en gestion ou comptabilité
- Avoir une expérience d'au moins 2 ans dans le domaine de la gestion de la caisse sera un atout.
- Excellente maîtrise du français.

Veuillez envoyer votre Curriculum vitae avec une lettre de motivation à l'adresse suivante : Mr Le Directeur Administratif et Financier- Wildlife Conservation Society (WCS) 151 Avenue General de Gaulle -Plateau Ville - Brazzaville B.P.14537, ou à l'adresse e-mail : sylvainrodolphemilandou@gmail.com au plus tard le 22 Décembre 2016. Seuls les candidats présélectionnés seront contactés à passer le test d'évaluation.

WCS Congo Program

AFRIQUE-FRANCE-PEINTURE

Willys Kezi participe au Premier Forum AGYP Jeunesse et Entrepreneuriat

Perdue de vue sur les rendez-vous des expositions de villes africaines depuis 2014, l'artiste-peintre originaire de la RD Congo comptait parmi les décideurs publics-privés des patronats africains et leurs parties prenantes Afrique-France.

En marge de ce rendez-vous qui s'inscrit notamment dans la perspective du 27^e sommet Afrique-France de Bamako en janvier 2017, sa présence pouvait paraître surréaliste. Et pourtant, Kezi Willys était bien là, fière, en tant qu'artiste-peintre, de représenter son pays, la RD Congo, au premier forum qui a réuni du 6 au 7 décembre : décideurs publics et privés; jeunes; médias; diasporas; entrepreneurs; startups et entreprises; réseaux d'éducation/formation; patronats africains et leurs parties prenantes Afrique-France. L'artiste-peintre, alias Twingo, diplômée de l'école des Beaux-arts de Kinshasa, est venue avec trois toiles accrochées en bonne place dans les locaux du MEDEF, au siège du patronat français de la rue Bosquet, dans le septième arrondissement de Paris. « Nous avons tenu à associer le tra-

vail de Kezi Willys du fait de sa touche personnelle dans le mélange de couleurs vives et leur manière d'exprimer les émotions humaines. L'entrepreneuriat, c'est aussi cette sensibilité au féminin », a justifié un des organisateurs.

Entre les intermèdes des tables rondes dédiées aux thématiques sur les potentiels et les talents de la jeunesse : la force des réseaux de la diaspora ; la numérisation du continent ; la diversification de l'économie ; les infrastructures, l'éducation et la formation ; l'entrepreneuriat ; les femmes en Afrique ou le développement des territoires, le travail de Willys Kezi avait légitimement sa place bien perceptible et appréciée par les participants au forum. « Cette visibilité auprès des entrepreneurs m'a permis de rechercher des mécènes, aujourd'hui rares dans notre métier », a confié l'artiste-peintre.

« Dans cet espace où il était question de conscientiser la jeunesse africaine sur ses capacités d'entreprendre, mes tableaux ont convié le public à enrayer l'éternelle tentation



Willys Kezi devant une de ses oeuvres «Sans nom» au siège de MEDEF à Paris/ Crédit photo : Marie Alfred Ngoma

d'aller trouver le bonheur ailleurs », a expliqué Willys Kezi, dont l'une des peintures figuratives donnait à voir des jeunes femmes coquettes, embarquées à bord d'un avion en partance

vers « l'ailleurs », voyageant sans aucun bagage susceptible de leur permettre le commencement d'une nouvelle vie digne. « Le rêve ne suffit pas », a-t-elle ajouté. Adepte de la recherche

par l'art jusqu'à atteindre la manière d'apposer la touche qui donne l'intensité expressive particulière à ses œuvres, Willys Kezi continue à travailler sa peinture figurative pour la cause de la femme africaine. Elle s'émeut sur l'actualité des migrants qui, chaque jour, payent de leurs vies en pleine mer, ayant cru trouver le paradis « ailleurs ».

« Je travaille également pour obtenir un jour une vraie parité à 100 % homme-femme » et « que le statut de la femme en 1940 ne soit plus le même en 2016. Je revendique plutôt celui de la femme devenue mère de la Nation Afrique, capable d'enfanter; garante de la stabilité sociale, et non celui de la femme victime des guerres ou des rêves des réseaux sociaux », a confié l'artiste-peintre, rassurée du bel engouement que suscite l'Afrique à l'international, remerciant au passage les organisateurs pour l'avoir conviée à ce Forum AGYP Jeunesse et Entrepreneuriat Afrique et France : « des Afriques remplies d'espoir de développement ».

Marie Alfred Ngoma

galerie CONGO **Musée du Bassin du Congo**

Présente l'exposition photo vente

du 4 novembre au 10 décembre 2016 **REGARD SUR BRAZZA**

Avec

LE COLLECTIF GÉNÉRATION ELILI

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

(+242) 06 666 7065 / 05 785 6570 | Situé 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso Immeuble les manguiers - Mpoia dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

BRAZZA Express
Actualité-Economie-Politique
Sur votre chaîne Africaine
Tous les Jedis à partir de 9h30

VISION
Canal 304 DU BOUQUET CANAL +

Reportage
Documentaire
Breaking-News
Votre Actualité

24H/24

NOS EMISSIONS
Club d'Elites-Passerelle-Tour D'horizon-Arrêt Majeur-Débat Chrétien
Au Coeur des Mystères-Play-Décryptage-90Min Chez Vous-Planète Sport
Dimanche des Lions-Café des Sports-Meeting Point-La Matinale...

Disponible sur les bouquets

TNT CANAL+ Africa eutelsat TV+

Situé a l'immeuble EBATHA Rond-point La Coupole (Centre Ville)

REPUBLIQUE DU CONGO-BRAZZAVILLE
CONTACTS: +242 22 613 40 55 - 05 631 38 49

MAJORITÉ-OPPOSITION

Vers des négociations de la dernière chance

Les principales familles politiques congolaises devront se réunir avant la fin de la semaine pour des négociations directes telles que préconisées par les évêques catholiques en vue d'une solution pacifique à la crise politique qui mine le pays.

L'inclusivité tant réclamée par la communauté internationale, qui tient à voir toutes les forces politiques et sociales du pays participer à un vrai dialogue censé déboucher sur un consensus politique susceptible de tirer la RDC de son impasse politique actuelle, est en train de se mettre en place. Depuis que le chef de l'État a, en début de semaine, donné son quitus pour la poursuite de la mission de bons offices initiée par les évêques catholiques, il s'observe une effervescence particulière dans la classe politique, laquelle classe trahit l'imminence de nouvelles négociations directes entre parties prenantes au processus électoral. Déjà, au lendemain de l'audience que Joseph Kabila leur accordée, les membres de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cénco) sont passés à l'œuvre en amorçant des consultations qui paraissent, à bien

d'égards, comme celles de la dernière chance.

Tout le monde s'y met. Le Rassemblement qui s'est déclaré ouvert à cette initiative ne s'est pas fait prier pour répondre à l'appel des évêques catholiques. Le 6 décembre, son leader charismatique Étienne Tshisekedi a personnellement effectué le déplacement du siège de la Cénco pour discuter avec les prélats catholiques. D'après des sources, l'entretien a tourné autour des prochaines négociations entre, d'un côté, les représentants des signataires de l'accord politique du 18 octobre et, de l'autre, les non-signataires. Il s'est agi de se mettre d'accord sur le début, le format, la durée et l'objet de ces nouvelles négociations qui, sauf imprévu, sont censées démarrer ce week-end. Outre Étienne Tshisekedi, les évêques ont également consulté d'autres acteurs politiques et de la société civile. Jusqu'au soir du 7 décembre, ils étaient encore en attente de la liste des délégués des composantes devant prendre part à ces nouvelles discussions en « format réduit ».

Dans les milieux intéressés, on



Les participants au Dialogue de la Cité de l'Union africaine

parle d'ores et déjà d'une rencontre de la dernière chance car il s'agit de sauver la République, l'enjeu étant de parvenir à un accord politique le plus large possible permettant d'organiser une période de transition entre la fin du mandat constitutionnel du président de la République et la prise de fonction de son successeur, sachant que la Constitution interdit à l'actuel chef de l'État de

se représenter. Dans les camps du Rassemblement cristallisé autour de l'UDPS et d'une autre plate-forme d'opposition formée à l'initiative du Mouvement de libération du Congo, tous deux non signataires de l'accord politique, on s'active déjà. L'objectif est de parvenir à un accord avant le 19 décembre 2016 pour sauver les meubles.

Le secrétaire général de l'UDPS,

Jean Marc Kabund, estime qu'il s'agit là du début du dialogue inclusif tel que réclamé par le Rassemblement. « Parce que rien ne bloque le face-à-face dans cette deuxième phase du dialogue, étant donné que tout a été fait et que la Cénco a fait un travail de très bonne qualité. La feuille de route a déjà été établie. Nous pensons que c'est maintenant l'étape décisive où il faut aller très vite parce que le temps n'est pas avec nous. Il faut à tout prix obtenir un accord avant le 19 décembre », a-t-il déclaré ajoutant que son parti avait fait des concessions majeures pour faciliter la tenue de cette table ronde. Et de trancher : « Il reste maintenant au camp de dialogueurs de faire de leur côté aussi un pas afin que nous puissions arriver à un dénouement de la crise dans notre pays ». Les termes des divergences étant connus, il est clair qu'au menu des discussions, figureront sans doute le sort des institutions après le 19 décembre sans oublier celui du président actuel dont le mandat expire à cette échéance.

Alain Diasso

AFREXIMBANK

La RDC élargit son accès aux crédits bancaires

Bien avant l'autorisation d'adhésion du pays par le Sénat le 5 décembre, constituant ainsi le dernier acte avant la ratification de l'Accord, la Banque centrale du Congo (BCC) a ouvert un compte au sein de cette banque panafricaine. Elle a alimenté à hauteur de 300 millions de dollars américains. De ce fait, le pays pourra tirer rapidement des intérêts de l'ordre de 5 à 6 millions de dollars le mois.

Une étape décisive a été franchie le lundi dernier, avec l'autorisation de ratification par le Sénat de l'Accord portant création de la banque africaine d'import-export, Afreximbank. L'autorisation du Sénat fait

de la RDC un membre effectif de la banque panafricaine d'investissement. Celle-ci oriente ses activités vers la promotion du commerce interafricain. Et pour la RDC, il y a désormais un espoir d'arriver à contracter plus de prêts concessionnels dans différents domaines qui nécessitent l'injection de capitaux frais. Il s'agit des activités reprises dans le cadre des 28 mesures urgentes de relance de l'économie nationale. À terme, l'idée est d'arriver à accélérer le développement économique du pays en augmentant sa capacité à solliciter des crédits auprès de la banque.

Après cet événement, des échos du dernier emprunt internatio-

nal d'Afreximbank parviennent à Kinshasa. La banque a réussi à susciter un engouement inattendu des investisseurs internationaux dans un contexte général de fébrilité sur le marché africain des capitaux. Selon l'Agence Ecofin qui livre des précisions sur cette opération, l'institution qui sollicitait 600 millions de dollars américains seulement a fini par accepter des souscriptions pour un montant global de 872 millions. 73 % des investisseurs ayant participé à la syndication ont opté pour une maturité de 3 ans avec des taux très bas. Pour rappel, c'était pour la première fois que la banque offrait un délai de maturité aussi long.

Laurent Essolomua

MOUVEMENTS CITOYENS

Ujana en campagne pour la paix à Kinshasa

Déterminé à préserver la paix dans le pays à l'approche du 19 décembre, date que certaines personnes qualifient de fatidique, Ujana, un mouvement citoyen regroupant les jeunes engagés dans la promotion de la paix et la préservation des acquis de la République, poursuit sa campagne de sensibilisation à la paix à travers la ville capitale.

La cinquième journée de sensibilisation de proximité a conduit le mouvement citoyen Ujana, Front des jeunes pour la défense des acquis de la République, à rencontrer tour à tour les mécaniciens, garagistes et menuisiers des communes de Ngaliema, Kitambo, Bandal, Kasavubu et Lingwala. L'objectif de cette descente était de sensibiliser ces corps de métiers à ne pas servir de bras séculier aux destructeurs de la paix et de la stabilité en RDC. Les jeunes d'Ujana ont également exhorté ces ouvriers à canaliser les bois usagés et les épaves de véhicules dans des endroits créés par les autorités pour leur destruction dans des conditions idoines. Car certains jeunes manipulés par les politiciens en crise de positionnement peuvent s'en servir comme arme blanche pour semer la terreur dans la population.

Ujana a, par ailleurs, éveillé leur conscience à dénoncer toute tentative d'achat des débris de véhicules et de bois aux fins subversifs. Profitant de cette sensibilisation, les opérateurs de ces deux secteurs ont à leur tour appelé à la non-instrumentalisation de la jeunesse par les fauteurs de troubles qui cherchent malencontreusement à créer le chaos dans le pays. À travers cette campagne de sensibilisation, les jeunes d'Ujana disent non à l'instrumentalisation de la jeunesse congolaise. Ils s'opposent à tous ces politiciens qui veulent le chaos à la date du 19 décembre. Ces jeunes n'ont qu'un seul désir : la paix rien que la paix. Selon l'un des membres fondateurs de cette plate-forme des jeunes, le Dr Félix Momat, les politiciens doivent arrêter de manipuler la jeunesse, de l'instrumentaliser. « Il faut nous laisser nous occuper du développement durable de la RDC avec les jeunes et Ujana fera tout ce qu'il faut pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixés », a-t-il martelé.

Aline Nzuzi

RDC

Le budget électoral évalué à 1,8 milliard de dollars

La commission chargée d'organiser les élections en République démocratique du Congo a annoncé mardi avoir évalué à 1,8 milliard de dollars le budget pour le financement des scrutins prévus dans la Constitution.

La Cénco a déposé au gouvernement le 9 novembre un budget évalué à « plus ou moins 1,8 milliard de dollars » pour prendre en charge l'ensemble du processus électoral prévu par le cadre légal congolais, a déclaré le président de la Commission électorale nationale indépendante (Céni), Corneille Nangaa. « Un travail est en cours entre la Cénco et le gouvernement pour voir (...) les possibilités de réduction substantielle de ce budget au

regard des difficultés que connaît le pays », a-t-il ajouté.

« Ce budget tient compte des contraintes techniques et opérationnelles et inclut les opérations de refonte du fichier électoral en cours », a expliqué à l'AFP M. Nangaa. En 2013, la Cénco avait sollicité du gouvernement congolais et des partenaires 1,3 milliard de dollars pour l'organisation de l'ensemble des 13 scrutins nationaux et locaux prévus par la Constitution. « Le fait d'avoir lié à une seule séquence la présidentielle, les législatives nationales et les législatives provinciales a comme conséquence de gonfler le budget électoral », a indiqué à l'AFP M. Nangaa. Le financement des élections est un casse-tête

pour la RDC qui fait face à la chute des prix des matières premières, principalement le cuivre, dont les recettes couvrent une grande partie du budget de l'État.

Dans un discours à la nation en 2015, le président congolais Joseph Kabila avait appelé les acteurs politiques à engager des réflexions sur le financement exorbitant des élections, proposant le changement de mode des scrutins pour les adapter aux capacités financières du pays. Le mandat du président Kabila, au pouvoir depuis 2001 et auquel la Constitution interdit de se représenter, s'achève le 20 décembre et aucune date n'a été avancée pour la prochaine présidentielle.

AFP

CRISE EN RDC

L'ONG Droits pour tous exhorte la Cénco au respect de la volonté du peuple

Dans une analyse sur la situation que traverse la RDC, principalement la mission de bons offices menée par les prélats catholiques, cette plate-forme d'ONG a rappelé que ce sont les desiderata des populations, renfermés dans la Constitution, qui doivent conduire l'action des politiques. Ce qui l'a conduite à lancer un plaidoyer intitulé « Nos voix comptent ».

La coalition d'ONG Droits pour tous s'est réunie le 6 décembre, à Lubumbashi afin d'analyser les six points de divergence identifiés par le rapport partiel de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cénco), publié le 2 décembre, à l'issue de la première étape de sa mission de bons offices auprès des acteurs politiques et sociaux congolais. Tout en félicitant cette initiative, la coalition a réitéré son soutien aux bons offices de l'Église catholique.

Dans cette analyse, la coalition a, en effet, noté que les trois parties prenantes divergent notamment sur la compréhension du concept du respect de la Constitution et ses implications en rapport avec la crise actuelle ; le processus électoral, ses séquences, son calendrier, son financement et

l'indépendance de la Cénco et du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (Csac) ; le fonctionnement des institutions pendant la période de la transition ; les mesures de décripation politique ; le mécanisme de suivi de l'accord politique ainsi que la forme du compromis politique à trouver.

Nos voix comptent

S'agissant du respect de la Constitution, la coalition a noté que nul autre accord politique, nul arrêt de la Cour constitutionnel ne peut mieux exprimer la volonté du peuple congolais renfermée dans la Constitution. « Celle-ci interdit formellement toute action, initiative ou arrangement politique, dialogue soit-il ayant pour objet de revoir ou pour effet de réduire les droits et libertés des Congolais », a fait savoir Droits pour tous, qui estime qu'il n'y a pas deux façons de respecter la Constitution que de considérer sa forme et son fond. La Constitution, a noté ce regroupement d'ONG, est impersonnelle et constitue le contrat social de toutes les forces vives et politiques de la nation.

Parlant du processus électoral ainsi que de l'indépendance de la Cénco et du Csac, la coalition rappelle que la Cénco, dont la mission est bien précise, ne devra pas se

laisser manipuler par le parti au pouvoir, afin de renvoyer sine die l'élection attendue. Alors que parlant du Csac, qui devra garantir et assurer la liberté et la protection de la presse ainsi que de tous les moyens de communication de masse dans le respect de la loi, cette plate-forme attend des parties prenantes de condamner les actes du gouvernement contre des maisons de presse nationales et des radios internationales à l'instar de la Radio France internationale et la Radio Okapi.

Le président de la République reste en fonction

La coalition estime, d'une part, que préconiser une nouvelle transition suppose un autre mécanisme permettant de déroger au cadre constitutionnel. Alors que, d'autre part, elle fait constater qu'aucune activité transitoire ne peut s'organiser sans violer la Constitution en vigueur. « La seule transition possible est celle prévue au deuxième alinéa de l'article 70 qui dispose qu'à la fin de son mandat, le président de la République reste en fonction jusqu'à l'installation effective du nouveau président élu », a noté cette plate-forme. Mais, pour elle, cependant, comme la Cénco n'a pas convoqué le scrutin pour l'élection du président

de la République, on ne peut attendre l'installation d'un nouveau président élu. Par conséquent, note la coalition, il faut juste constater la fin du mandat, le 19 décembre 2016, comme une cause quelconque d'empêchement définitif et organiser les élections en fonction de l'article 76 de la Constitution.

Décripation politique

La coalition Droits pour tous estime que le gouvernement n'a pas besoin de limiter le droit de manifester publiquement des opposants politiques, des membres des mouvements citoyens ou tout Congolais qui pense remplir son devoir citoyen de faire échec à tout individu qui exercerait le pouvoir en violation de la Constitution. Il ne sert à rien donc, a souligné ce regroupement d'ONG, de qualifier de terroriste quiconque estime que le mandat du chef de l'État prend fin le 19 décembre 2016 à minuit.

Par ailleurs, ce regroupement pense que sur fond de l'article 87 de la Constitution, « le président de la République exerce le droit de grâce. Il peut remettre, commuer ou réduire les peines ». Selon cette structure, au lieu de tenir un discours menaçant, mobiliser des chars de combat et la police, le président de la République

décriperait aisément la tension politique, en faisant examiner la liste des prisonniers politiques et d'opinion largement diffusée par des ONG qui comprend des personnalités comme le bâtonnier Jean-Claude Muyambo Kyassa et l'honorable Eugène Diomi Ndongala. Et cesser des poursuites judiciaires fantaisistes contre des opposants politiques, à l'instar de Moïse Katumbi Chapwe. Tout en encourageant les bons offices de la Cénco, la Coalition Droits pour tous appelle les parties prenantes à s'accorder sur une forme quelconque de compromis, « pourvu que celui-ci reste dans le cadre constitutionnel et permette de gérer le pays dans la paix et la cohésion nationale ».

Dans sa conclusion, la coalition a relevé que s'il y a faille dans l'application de la Constitution, due à la mauvaise foi, la négligence, l'ignorance ou l'incompétence des animateurs politiques, le peuple congolais devrait demander les comptes au président de la République à qui incombe l'obligation de « veiller au respect de la Constitution ». Ce qui revient à dire, note cette plate-forme, que le président de la République est le seul responsable de tout ce qui arriverait à la nation.

Lucien Dianzenza

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



CAN 2017

Lla RDC privée de Bolasie et Bompunga

Yannick Bolasie blessé au ligament croisé du genou gauche et Padou Bompunga victime d'une fracture ne feront partie du groupe des Léopards de la RDC pour la campagne de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2017 au Gabon. Coup dur pour la sélection RD-congolaise.

Les Léopards de la RDC listés par les favoris de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) prévue au Gabon pour janvier et février 2016 vont devoir faire sans l'un des meilleurs joueurs, l'attaquant Yannick Bolasie d'Everton d'Angleterre.

Le joueur s'est grièvement blessé à un ligament de genou gauche le 4 décembre lors d'un choc avec le Français Antony Martial de Manchester United. Les deux équipes s'étaient séparées par un but partout, mais Yannick Bolasie a quitté ses partenaires avec 72 minutes. Touché, il a



Yannick Bolasie se tordant de douleur après son choc avec Antony Martial lors du match entre Everton et Manchester U



Padou Bompunga

d'abord été évacué de terrain, avant de revenir pour jouer pendant 7 minutes. Mais, en fin de compte, il n'a pas pu poursuivre la partie. Et après un scan médical, Everton a publié à travers son compte twitter officiel que « Bolasie va être opéré du genou après que le scanner a confirmé une blessure sérieuse à un ligament ». Il sera donc écarté de terrain pendant un bon moment et suivre certainement la CAN à la

télévision, lorsque l'on sait qu'une lésion de ligament entraîne un éloignement de terrain de pas de moins de quatre mois. Le sélectionneur de la RDC, Florent Ibenge a réagi à l'annonce de cette nouvelle triste. « L'équipe nationale perd quelque chose après la blessure de Bolasie », a-t-il dit sur les antennes de Top Congo FM. Son coéquipier en sélection, Chancel Mbemba de Newcastle en Championship (D2 anglaise) a lui posé un message de soutien sur twitter : « Beaucoup de courage mon frère pour ton opération. Reviens nous en forme! Tu as tout mon soutien, on est ensemble @yannickbolasie ». Mais Bolasie pourrait revenir pour les éliminatoires de la Coupe du monde, du moins la deuxième journée prévue pour août prochain. Il a été buteur lors de la victoire de la RDC en déplacement à Conakry contre la Guinée (2-1) le 13 novembre 2016. Outre Yannick Bolasie, l'on apprend l'indisponibilité du milieu récupérateur international de V.Club, Padou Bompunga.

Il ne pourra pas rejouer avant deux mois, lui qui a été précieux lors de la victoire de la RDC à Conakry contre la Guinée, titularisé d'entrée de jeu par Florent Ibenge. « Padou a une fracture qui va le mettre hors du terrain pendant près de deux mois. Il est question qu'on puisse lui mettre de plâtre. C'est un coup dur pour l'équipe, surtout pour le début des compétitions africaines en février prochain. C'est triste », a regretté Patrick Bani-shayi, secrétaire général de l'AS V.Club. Padou Bompunga a fait partie des Léopards locaux de la RDC, victorieux de la quatrième édition du Championnat d'Afrique des nations en janvier 2016 au Rwanda avec la RDC. L'on rappelle que dans la poule de la RDC à la CAN 2017, la Côte d'Ivoire compte aussi des blessés importants, notamment le défenseur central Eric Bailly de Manchester United et l'attaquant Gervinho d'Hebei China Fortune FC en Chine.

Martin Engimo

SANTÉ

Aucun cas de fièvre jaune signalé depuis quatre mois en RDC

La RDC et l'Angola ont connu l'épidémie de la fièvre jaune, maladie causée par le moustique de type aedes. Dans ces deux pays, on a noté même des cas de décès.

Pour contrer la propagation de la fièvre jaune, les gouvernements des deux pays avec l'appui des partenaires dont l'OMS ont organisé une riposte en menant des activités de vaccination de masse. Selon un communiqué de l'OMS, plus de quatre mois se sont écoulés sans qu'un seul cas de fièvre jaune en Angola et en République démocratique du Congo n'ait été détecté. Cela grâce à ces activités de riposte menées par les autorités sanitaires nationales, les personnels de santé locaux, de l'OMS et l'ensemble des partenaires,

La directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, le Dr Matshidiso Moeti, a salué cette conjugaison d'efforts entre les différents intervenants pour stopper la propagation de cette maladie. C'est incroyable, a-t-elle dit, qu'un groupe aussi grand et divers de partenaires ait pu se réunir pour protéger les populations de la fièvre jaune. « Je suis également fière de l'appui apporté par toute l'Organisation. Les personnels des trois niveaux de l'OMS, les bureaux dans les pays, le Bureau régional de l'Afrique et le siège ont uni leurs forces dans le cadre d'un système intégré de gestion de l'incident. Chaque niveau a joué un rôle important : à

commencer par celui des pays où la flambée sévit, puis celui du Bureau régional pour la supervision, le commandement et la lutte et enfin le niveau mondial pour la coordination de l'aide », a-t-elle indiqué.

De son côté, le Dr Margaret Lamunu, gestionnaire d'incident au siège de l'OMS pour la fièvre jaune, soutient que c'est le résultat d'un gigantesque effort. On a vacciné, a-t-elle reconnu, trente millions de personnes dans les deux pays. « Pouvez-vous imaginer ne serait-ce que la logistique pour faire parvenir le vaccin à tant de monde ? », s'est-elle demandé, tout en soulignant que beaucoup vivent dans des zones urbaines densément peuplées ou dans des villages ruraux isolés. « Mais nous avons travaillé sans relâche avec les gouvernements concernés et nos partenaires, notamment l'Alliance Gavi, l'Unicef, les CDC et tous les partenaires du Goarn et, ensemble, nous y sommes arrivés », a-t-elle révélé.

Rappelons que, le 16 novembre, la flambée détectée tout d'abord en Angola en décembre 2015 avait provoqué neuf cent soixante-deux cas confirmés de fièvre jaune dont huit cent quatre-vingt-quatre en Angola et soixante-dix-huit en RDC. Dans ces deux pays, plus de sept mille trois cents cas suspects ont été rapportés. Le dernier cas confirmé en Angola a été enregistré le 23 juin et, en RDC, le 12 juillet.

Aline Nzuzi

TAEKWONDO – COUPE DU MONDE FRANCOPHONE

Rosa Keleku glane une médaille d'or

La taekwondoïste avait la chance de gagner une médaille pour la RDC à la Coupe du monde francophone. En effet, Rosa Keleku n'est pas du tout passée à côté de cette opportunité. De cette compétition organisée du 1er au 4 décembre à Yun au Maroc, elle a ramené dans sa gibecière une médaille d'or chez les dames de moins de 52 kg. La RDC a aussi remporté deux autres médailles en bronze, notamment par le biais de Naomie Katoka chez les dames de moins de 57 kg et Arnaux Nkoy dans la catégorie des messieurs de moins de 80 kg.

La délégation RD-congolaise à cette compétition a été composée de douze personnes dont huit athlètes sous l'encadrement de l'entraîneur national Me Batusuanako Ilunga, assisté de Fanfan Kikima. Notons ici l'absence d'une autre chance de médaille, l'athlète Parker Bolili qui s'est installé depuis peu en Tunisie où elle prend part à d'autres compétitions locales, après la levée de sa suspension qui lui a été infligée



Rosa Keleku (photo d'archives)

gée aux Jeux africains de Brazzaville en septembre 2015.

Martin Engimo

KOUILOU

Élisabeth Mangoko invite ses administrés à prôner la cohésion sociale

L'administrateur-maire de la communauté urbaine de Hinda, Élisabeth Mangoko, a manifesté ce vœu à l'occasion d'une rencontre citoyenne qui l'a réunie récemment avec l'ensemble de la population.

Les retrouvailles s'inscrivent dans le cadre du renforcement des rapports entre les représentants de l'administration locale et l'ensemble de la population de la communauté urbaine de Hinda. Lors de cette rencontre, Élisabeth Mangoko a exhorté les habitants du troisième quartier de cette communauté, Tchiloumbou, à promouvoir plus les valeurs de paix, de cohésion sociale et de vivre ensemble conformément au souhait du chef de l'État. L'oratrice a aussi rappelé à ses interlocuteurs le rôle indispensable que jouent les femmes en vue du maintien de la paix. «*Les femmes sont les premières éducatrices à la base de chaque famille, elles sont les principales actrices de paix dans une société*», a-t-elle indiqué.

Pour leur part, les habitants de Hinda ont évoqué quelques problèmes en vue de l'amélioration de leurs conditions de vie au quotidien, notamment les problèmes liés à la distribution d'eau et d'électricité, à la gratuité du traitement du paludisme pour les enfants âgés de 0 à 15 ans, à l'établissement de la carte nationale d'identité. La rencontre a été marquée par la remise de divers produits agricoles à l'administrateur-maire par les femmes de Hinda suivie d'un apéritif offert pour la circonstance.

Séverin Ibara

THÉÂTRE

l'IFC présentera samedi « Résistances » de DelaVallet Bidiefono

L'Institut français du Congo (IFC) de la ville océane mettra sur scène, le 10 décembre, à partir de 19 heures, sous le préau du lycée français Charlemagne, « Résistances », une pièce originale de DelaVallet Bidiefono.

Au terme d'une résidence étalée sur toute l'année 2016 et initiée par l'IFC de Pointe-Noire, DelaVallet Bidiefono crée avec les artistes de la ville océane la pièce Résistances, exécutée par sept danseurs et un batteur, mêlant les langages de la danse, du théâtre et de la musique. Résistances est une pièce chorégraphique qui célèbre la force du collectif face à la violence du monde. En effet, cette pièce enseigne à faire barrage aux pressions sociales, à manifester sa solitude, ce sentiment que l'on a souvent de crier dans un désert. L'urgence, la nécessité de poser des actions vraies, est un leitmotiv qui traverse l'œuvre du chorégraphe. Cela lui pousse à se poser mille et une questions, parmi lesquelles : comment apprendre à être soi, à se détacher des multiples déterminismes qui nous façonnent à notre « corps défendant » ? DelaVallet Bidiefono va trouver la réponse à toutes ses questions en pratiquant la musique et la danse. Pour lui, la danse ne ment pas, elle expose le danseur sans possible parade, lui permettant d'aller vers l'autre, vers la différence, à couper les attaches, à prendre des risques et, surtout, à montrer sa fragilité. La danse fait donc de cette éloquence des corps un langage sensible, expressif sans les mots et parfois même contre les mots. Le chorégraphe DelaVallet Bidiefono travaille à partir de cette matière et en a même fait son idiomme. Un idiomme instable, toujours à inventer.



Une chorégraphie de Résistance avec DelaVallet Bidiefono /Crédit photo>>DR>>

De la musique et du chant dans lesquels il excellait dans ses plus jeunes années à Pointe-Noire, il a trouvé dans l'éloquence des corps la possibilité d'exprimer de façon plus universelle sa vision du monde, de la vie, de la confrontation aux autres, de la société. DelaVallet Bidiefono jouit actuellement d'une reconnaissance internationale dans le milieu de la danse contemporaine, dont il écrit une page à sa façon, en ayant imposé une signature reconnaissable entre toutes. Né et grandi à Mpaka, DelaVallet Bidiefono est aujourd'hui un représentant majeur de l'art chorégraphique en France. Il veut partager et faire rayonner cette énergie du Congo autour de la danse et du corps et sur les plateaux de théâtre. Rappelons que l'IFC de Pointe-Noire remercie le lycée Charlemagne pour son aide précieuse dans la réalisation de ce projet.

Hugues Prosper Mabonzo

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE



UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



Journaux

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...



Chemises à rabat

Magazines

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers



Cartes de visite



Dépliants



Livres



Calendriers



Flyers, Affiches

B4, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

CAN HANDBALL SENIORS DAMES - LUANDA 2016

Les Diables rouges conservent la 5^e place

Cinquièmes lors de la précédente Coupe d'Afrique des nations de handball organisée en 2014 à Alger en Algérie, les Diables rouges seniors dames ont gardé le même rang au classement général à l'issue de la 22^e édition de la même compétition, dédiée à Édith Bongo Ondimba, qui s'est déroulée du 28 novembre au 7 décembre à Luanda en Angola.

La place occupée par les Congolaises en Coupe d'Afrique de handball vient une fois de plus démontrer les faiblesses du handball congolais version féminine. En effet, quatre fois championnes d'Afrique, notamment en 1979, 1981, 1983 et à 1985, quatre fois vice-championnes d'Afrique et cinq fois médaillées de bronze de la même compétition, les Diables rouges seniors dames peinent à retrouver le haut podium de la CAN après 31 ans. Pourtant la sélection congolaise est six fois médaillée d'argent des Jeux africains. La dernière médaille qu'elles ont gagnée date de 2011 à Maputo sur les neuf éditions organisées avant de tomber si bas lors des Jeux africains de Brazzaville en 2015. Cette régression considérable du niveau du handball féminin congolais interpelle les autorités compétentes et les anciens handballeurs à s'asseoir sur la même table pour trouver des solutions qui s'imposent afin de permettre au Congo de retrouver ses lettres de noblesses. Cependant, le nouveau président de la Fédération congolaise de handball, Jean Ibovi, et son bureau exécutif ont, à travers cette CAN, tiré des leçons afin de préparer une équipe conséquente qui défendra honorablement les couleurs nationales lors de la 23^e édition de la CAN que le Congo entend organiser en 2018. Soulignons que la révélation de l'année pour cette CAN est l'équipe sénégalaise qui s'est qualifiée en finale de la compétition. Elle affrontera l'Angola pays hôte. Cette équipe avait joué la première finale de la CAN en 1974, laquelle finale a été remportée par la Tunisie avant de rester 41 ans sans se relever. Les Sénégalaises ont repris du poil de la bête lors des Jeux africains de Brazzaville, en 2015, en remportant la médaille de bronze. C'était d'ailleurs le message fort qu'elles avaient fait avant cette CAN de Luanda 2016.

Charlem Léa Legnoki

MUSIQUE

La chantré Belle Agniélé en concerts de fin d'année à Brazzaville et Pointe-Noire

Organisés par la maison de production MCI que dirige Claude Isidore Miéré, les concerts de Belle Agniélé et son groupe Le Rocher des Ages, tour à tour à l'esplanade de l'hôtel de la Préfecture de Brazzaville, le 18 décembre et au stade Kokolo Kopa de Pointe-Noire, le 23 décembre, s'inscrivent dans le cadre de la célébration spéciale de fin d'année.

Pour marquer son retour au pays, Belle Agniélé a donné un brillant concert dénommé « concert maison » à l'occasion de la célébration de l'anniversaire de son producteur, Claude Isidore Miéré. Afin de communier de nouveau avec le peuple de Dieu, elle organise en collaboration avec la maison de production MCI un concert cette fois-ci dénommé « Célébration spéciale fin d'année ».

Parlant de sa particularité, la sœur Belle Agniélé, a dit qu'ils ont toujours organisé des concerts en faveur des élèves, des enfants, une manière de fêter la Noël ensemble avec eux. mais cette fois-ci, ces concerts visent à rendre grâce, remercier et être reconnaissant envers Dieu qui les a gardés durant toute l'année. « J'invite les parents, les étu-

dants, les élèves, les enfants, bref, tout le monde. Ce n'est pas seulement l'église de la sœur Belle Agniélé qui est concernée, mais c'est le corps du Christ qui est concerné. Nous nous préparons en conséquence. Artistiquement, nous sommes à 90% des préparations. Le groupe Le Rocher des âges est au grand complet. Venez le 18 décembre », a-t-elle déclaré.

Quant au répertoire, la chante a dit qu'il est connu, mais avec la différence qu'elle va jouer avec le public ; chanter à son choix. Elle en profitera également pour jouer quelques cantiques de son prochain album « Le temps de l'esprit volume 2 ». A propos de celui-ci, le travail est très avancé. L'album sera sur le marché du disque en mi-juin 2017.

Un concert de charité le 23 dé-

cembre 2016 à Pointe-Noire

Après Brazzaville, la sœur Belle Agniélé et son groupe Le Rocher des Ages vont donner un autre concert, dit de charité, le 23 décembre prochain, au stade Kokolo Kopa de Pointe-Noire. Les recettes issues de ce concert seront destinées aux orphelinats et aux personnes de troisième âge, à l'image du concert de même type organisé en 2010 à Brazzaville. A l'issue du concert du 23 décembre prochain à Pointe-Noire, des dons seront en effet fait à l'hôpital Adolphe Cissé où des visites aux nouveaux nés seront effectuées.

Tout comme à Brazzaville, la sœur Belle Agniélé invite la population de Pointe-Noire, d'être présente, le 23 décembre au stade Kokolo Kopa. « Si, j'ai décidé de me produire dans cette ville à l'orée de la Noël, c'est parce que le public m'a réclamé. J'ai accepté, quitte à eux aussi de remplir leur part de contrat en me soutenant. Je bénis le Seigneur parce que je suis encore de retour. Il a plu

à Dieu que je sois encore en vie pour lui rendre grâce. Que le public ponténégrin vienne massivement, le 23 décembre au stade Kokolo Kopa ».

Notons que le concert de Brazzaville connaîtra la participa-

tion de quelques groupes dont l'école de dimanche (Ecodim) de la gloire de l'Eternel ; le frère Laurent Benedi. Celui de Pointe-Noire connaîtra la participation du groupe Les Bons Bergers.

Bruno Okokana

CHAMPIONNATS DU MONDE DE PÉTANQUE

Les Diables

rouges occupent le 5^e rang

Les Diables rouges de la pétanque ont occupé le 5^e rang sur le plan mondial et 3^e sur le plan africain lors des championnats du monde qui se sont achevés le 4 décembre par le sacre du Madagascar. Les athlètes du pays hôte ont dominé le Benin sur un score de 13-5. La France et la Belgique ont respectivement occupé le 3^e et 4^e rang.

Jusqu'à deux jours du démarrage de la compétition, la participation des Congolais était incertaine. Le manque de moyens financiers aurait pu empêcher les Diables rouges d'honorer leur participation. Heureusement, le président de la Fédération congolaise de sports de boules a su trouver la solution pour assurer le déplacement de ses protégés.

Sur le terrain de la compétition, ils n'ont pas du tout déçu loin s'en faut. Car les Congolais se sont contentés de la 5^e place mondiale à cause de leur élimination en quarts de finale par la Belgique (10-13). Avant d'atteindre cette étape de la compétition, les Diables rouges avaient dominé en huitièmes de finale les Pays Bas 13-5 et la Finlande 13-7. Leur premier défaite de la compétition était face à la Suède 1-13. Les Diables rouges regagnent le pays ce mercredi à 3 heures avec le trophée de quart finaliste, a expliqué le directeur technique de la fédération.

James Golden Eloué

FOOTBALL

Le Ballon d'or 2016 sera connu le 12 décembre

Le Ballon d'Or sera révélé le lundi 12 décembre à 20h00 (19h00 GMT) sur la chaîne télé du quotidien sportif français L'Equipe ainsi que sur ses réseaux sociaux et ceux de l'hebdomadaire France Football, qui a repris seul l'attribution de ce trophée, a annoncé mardi le groupe de presse propriétaire de ces médias.

La remise du Ballon d'or 2016 aura donc lieu lundi prochain, à Paris. À partir de 21h (20h00 GMT) les noms de ceux classés de la 5^e à la 2^e place seront égrenés. L'interview du lauréat, ainsi que le classement complet avec le détail des votes par pays, sera publié dans le numéro de France Football du mardi 13 décembre.

Le jury est composé cette année de 173 journalistes du monde entier (dont James Golden Eloué, chef du service sports des Dépêches de Brazzaville), à la grande différence des six dernières années

lorsque le prix était remis conjointement par la Fifa et France Football, avec un collège des votants alors ouvert aux capitaines des sélections et aux techniciens nationaux. Le grand favori est Cristiano Ronaldo qui a remporté la Ligue des champions avec le Real Madrid et, l'Euro-2016 avec le Portugal.

La Fifa a ressuscité ses prix: de meilleur joueur; de meilleure joueuse; de meilleur entraîneur; du plus beau but; du onze-type; etc. qu'elle remettra le 9 janvier lors d'une cérémonie à Zurich.

Camille Delourme



Vainqueur de l'Euro et de la Ligue des champions 2016, le Portugais Cristiano Ronaldo est le favori du Ballon d'or, qui sera révélé le 12 décembre prochain (AFP)

Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Albanie, 14^e journée, 1^{re} division

Le FK Tirana s'incline sur le terrain de Flamurtari Vlorë (0-1). Moïse Nkounkou était titulaire, contrairement à Merveil Ndockyt, souffrant à la cheville. Une contre-performance du club de la capitale, qui reste 4e mais compte 3 points de retard sur le podium.

Géorgie, barrage retour pour le maintien, 1^{re} division

Vainqueurs à l'aller (2-0), Romaric Etou et Dila Gori font match nul à domicile face à Guria (0-0). De retour dans le groupe, Arci Biassadila est entré à la 81^e. Avec ce score, Dila Gori conserve sa place dans l'élite. La compétition, au format plutôt étrange, reprendra

après la trêve.

Angleterre, 2^e journée de la phase de poules de la Coupe U23

Sans Offrande Zanzala, en phase de réathlétisation, Derby County fait match nul à Colchester United (2-2). Le premier point pris par la réserve dans cette compétition.

Grèce, 13^e journée, 1^{re} division

Remplaçant, Christopher Mabolou est entré à la 71e lors du revers du PAS Giannina chez l'Iraklis Salonique (1-2). Le score était alors d'un but partout. Avec ce revers chez la lanterne rouge, le PAS reste donc à la 3e place, derrière le Pana.

C.D.